Numérisation CERMTRI

Nous faisons une fois de plus, appel à tous nos amis. Le passage à la parution hebdomadaire sur 4 pages était nécessaire pour nous permettre de mieux répondre aux besoins d'expression de notre politique révolutionnaire.

Il était non moins nécessaire, comme réplique à la répression qui s'acharne sur nous, avec l'espoir de nous réduire au silence.

Mais il représente un effort très lourd pour nos finances.

Les divers procès, déjà engagés contre nous, coûtent également très cher. D'autres instructions sont en cours. Des condamnations ont été prononcées, aux lourdes conséquences financières. D'autres peuvent l'être. Il nous faut, très vite :

DES ABONNEMENTS, DES SOUSCRIPTIONS !

N° 463. — 21 Juin 1957 « PROLETAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS » HEBDOMADAIRE : 30 Frs

LA VÉRITÉ

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE (TROTSKYSTE)

SECTION FRANÇAISE DE LA QUATRIÈME INTERNATIONALE

REDACTION ADMINISTRATION :
5, Rue de Charonne, PARIS (XIe). Tél. : ROQ. 69-52

ABONNEMENTS : 1 an : 800 F ; 6 mois : 400 F ; 3 mois : 225 F
Etranger : 1 an : 1.200 F
C.C.P. Société de Presse, Edition et Librairie 6032-01 Paris

DUCLOS vote pour BOURGÈS

Non contents d'avoir voté à Mollet-Lacoste ces pouvoirs spéciaux qu'aujourd'hui, avant même qu'un nouveau vote intervienne, Bougès-Lacoste peuvent continuer à utiliser contre le peuple algérien, voilà que les députés du P.C.F. viennent de s'empresser de sauver Bourgès, en votant, le 18 juin, le projet gouvernemental d'ordre du jour à l'Assemblée Nationale qui, autrement, aurait été repoussé.

Ils s'efforcent d'embrouiller les choses, en prétextant que cet ordre du jour ne comportait pas les propositions du réactionnaire Bruyneel d'interdiction du P.C.F. Mais le rejet du projet gouvernemental d'ordre du jour — qui comportait le vote des nouveaux impôts, le renvoi en juillet du débat sur l'Algérie, etc. — n'entraînait nullement l'acceptation de l'ordre du jour Bruyneel, sur lequel on aurait ensuite voté séparément. Seulement, si le projet du Gouvernement avait été repoussé, le Gouvernement Bourgès-Maunoury-Lacoste, déjà chancelant, n'aurait sans doute pu se maintenir.

(SUITE PAGE 4).

BOURGÈS fait payer les pauvres

Pour briser l'engrenage de la guerre et de la misère *préparerons une action d'ensemble de* LA CLASSE OUVRIÈRE

Si le gouvernement Guy Mollet vivait de ses échecs et semblait y trouver des raisons supplémentaires de durer, son successeur, le gouvernement Bourgès-Maunoury, semble, pour sa part, devoir son existence au fait que personne ne lui manifeste grande confiance.

Ce gouvernement ne satisfait pas grand monde, en effet. Si l'on excepte Bourgès lui-même et sans doute Guy Mollet qui peut voir dans l'actuel cabinet la préparation de son retour, il n'y a guère d'hommes politiques à croire que le nouveau ministère se montre bien efficace. Ni les indépendants, pour qui il ne s'agit que d'un gouvernement de transition, ni ceux qui sont à un véritable règlement du problème algérien dont ils pourraient peut-être s'attribuer le mérite, comme Mitterrand ou même Edgar Faure, n'espèrent rien de ce gouvernement. Il y a d'ailleurs à ce sujet une différence certaine avec le précédent gouvernement dont le cabinet Bourgès est pourtant le fidèle continuateur sur la plupart des terrains. C'est la liberté bien plus grande, et la sévérité aussi, avec laquelle l'action de ce gouvernement est jugée par les hommes politiques et la presse. Certes, on continue à voter pour lui, mais cela n'empêche plus que l'on clame ses désaccords. Il y a là une expression, secondaire peut-être mais non sans importance, du mûrissement de la crise française, du rapprochement des inévitables échéances.

Et, pour l'instant, on ne demande à

F. FORGUE.

(SUITE PAGE 2).

A la maison d'arrêt de Loos 115 ouvriers algériens du MNA et un ouvrier français font la grève de la faim pendant 10 jours.

La cité minière de Lourches en état de siège pendant 3 heures.

MARDI 18 juin, vers 17 heures, Lourches, ville de mineurs du bassin de Denain, était envahie par plusieurs centaines de C.R.S. et de policiers en uniforme, qui occupaient aussitôt les places, les carrefours, les « points stratégiques ». Au fur et à mesure qu'ils sortaient du travail, les ouvriers, se rassemblant par petits groupes, commentaient avec stupeur ce spectacle inouï. De mémoire de mineur, on n'avait pas vu cela, à Lourches, depuis 1930 au moins.

Le jour même, des tracts avaient été hâtivement exploitent les travailleurs français. Ils savent que les ouvriers français et les ouvriers algériens ont les mêmes intérêts, les mêmes ennemis. Ils ont vu les travailleurs algériens émigrés dans leur région participer, avec dévouement et ténacité, à toutes leurs luttes contre un patronat particulièrement rapace — et contre l'Etat patron. Ils ont vu la conscience de classe exceptionnelle dont ont fait preuve les ouvriers algériens, la discipline, l'esprit de sacrifice qu'ils démontrent chaque jour, en bâtissant leur centrale syndicale, l'U.S.T.A., dont le développement, dans cette région du Nord, a été particulièrement rapide. Ils ont appris à respecter la combativité et l'efficacité de l'U.S.T.A. — au point que, dans certaines usines, des ouvriers français ont voté, aux élections de délégués, pour les listes de l'U.S.T.A.

Tout cela, les mineurs de Lourches l'avaient présent à l'esprit en lisant les tracts du comité pour la libération de Messali Hadj et des victimes de la répression. Et c'est avec une émotion particulière qu'ils avaient appris qu'un ouvrier français, Henri Geneste, — un jeune métallo, père de deux enfants, lui aussi détenu à Loos, accusé d'avoir aidé les militants du M.N.A. dans leur activité — participait lui aussi à la grève de la faim. Aussi étaient-ils bien résolus à assister en masse à la réunion de solidarité prévue pour le soir même, à 19 heures, à laquelle devaient prendre la parole Charles Lemoine, pour le comité Messali de Lourches, Yves Jouffa, pour la Nouvelle Gauche, Gérard Bloch, pour le P.C.I. (trotskyste), Ahmed Bekhat, secrétaire général de l'U.S.T.A.

La stupeur des mineurs, qui voyaient leur ville envahie par les forces de répression, se changea en indignation, quand ils virent la chasse au faciès s'organiser. Les travailleurs algériens, qui arrivaient paisiblement dans l'intention d'assister, eux aussi, au meeting étaient fouillés, puis refoulés hors de la ville !

Cependant, les orateurs se voyaient signifier par un commissaire un arrêté du préfet interdisant la tenue du meeting. Incroyable était le motif invoqué : les « nombreux attentats commis par des nationalistes algériens dans la région ». M. le préfet du Nord s'imaginait-il que les orateurs avait l'intention, au cours du meeting, d'appeler les assistants à commettre des attentats ? ? ?

Une protestation a été adressée immédiatement au préfet. Un meeting de protestation est en préparation. Les travailleurs de ce pays ne se laisseront pas priver d'une de leurs libertés les plus essentielles, d'une liberté chèrement conquise : la liberté de réunion.

Les prisonniers de Loos, eux, ont interrompu leur grève de la faim, à la demande de leurs avocats, en attendant le résultat des démarches que font actuellement ceux-ci auprès du ministre de la justice.

Cependant, la protestation s'amplifie : des résolutions sont votées, des lettres adressées au ministère de la justice et au président du Conseil, exigeant le régime politique pour les détenus politiques de Loos. Nous publions par ailleurs le texte d'une pétition lancée lors de la récente réunion du C.L.A.D.O.

Adresser toutes les lettres et résolutions à M. Cornilglon-Molinier, ministre de la Justice, place Vendôme.

R. MONGE.

ANGLETERRE : Le syndicat des électriciens condamne Kadar-le-bourreau

Peter Fryer dont les lecteurs de la « V » ont déjà pu apprécier les qualités de journaliste révolutionnaire est maintenant le correspondant régulier de notre journal en Grande-Bretagne.

Peter Fryer mérite qu'on le présente à ses compagnons de lutte, les militants révolutionnaires français.

Agé aujourd'hui de trente ans, c'est à quinze ans que Peter Fryer rejoignit les rangs du parti communiste de Grande-Bretagne. Depuis 1948 il travaillait pour le quotidien de ce parti, le Daily Worker. *Il était de ceux qui espéraient trouver dans le P.C. une organisation capable de mener les ouvriers à la victoire. Il n'était pas de ceux qui font carrière, ou qui placent leur organisation au-dessus de la classe ouvrière, se refusant à la quitter par « fidélité » lorsqu'ils s'aperçoivent qu'elle n'est pas une organisation révolutionnaire. Peter Fryer était et est un communiste.*

Lors de la révolution hongroise, le malaise qui grandissait depuis le XXe Congrès du Parti communiste russe dans les rangs du P.C. britannique s'accrut encore. La direction décida d'entraver un reporter rendre compte des « menées fascistes ». La rédaction du Daily Worker *dépêcha Fryer en Hongrie, « le camarade le plus qualifié pour cette tâche ». En effet, Peter Fryer était le plus qualifié pour cette tâche puisqu'il resta fidèle à ses idées révolutionnaires et à sa mission d'informateur. Les articles qu'il adressa à son journal décrivaient la révolution hongroise, le rôle des conseils ouvriers. Le* Daily Worker *ne les publia pas. Peter Fryer à son retour donna sa démission de la rédaction du* Daily Worker *et continua à l'intérieur du P.C., jusqu'à son exclusion, la lutte pour la vérité. Il a notamment publié un ouvrage sur la Hongrie,* Hungarian Tragedy, *dont on ne peut que souhaiter qu'il paraisse très bientôt en français.*

Le P.C. britannique connaît une crise extraordinaire. Plus de sept mille de ses membres l'ont quitté, ce qui ne veut nullement dire qu'ils songent à abandonner la politique. Mais de nombreux problèmes se posent à eux. Il leur faut tirer les leçons de leur rupture, trouver les moyens de s'intégrer au mouvement ouvrier anglais, assurer leur jonction avec les éléments révolutionnaires qui depuis longtemps suivent la même route qu'eux. Peter Fryer, avec eux, pourrait son activité militante. Il a pris l'initiative d'éditer un bulletin d'information et de discussion. The Newsletter, *qui en est à son quatrième numéro. Le but de ce bulletin est d'abord « de donner aux militants socialistes des nouvelles et des documents qu'ils ne trouveront pas correctement traités d'ailleurs. Il est aussi d'assurer la liaison, l'échange d'idées et d'expériences de la part de tous les militants révolutionnaires anglais ».*

A en juger par ces premiers numéros, il remplit excellemment sa tâche. Que ce soit par ses nouvelles internationales, ses informations sur le mouvement ouvrier sur la crise du P.C., ou ses articles plus théoriques, ce bulletin est d'une grande valeur. Il sera sans conteste, un des outils grâce auxquels les éléments d'avant-garde en Angleterre parviendront à coordonner leurs efforts pour intervenir efficacement dans les luttes de leur classe.

Par Peter FRYER

L'EVENEMENT le plus important de la semaine en Grande-Bretagne est la magnifique démonstration de solidarité à l'égard des travailleurs hongrois faite par les ouvriers des industries électriques à l'occasion du Congrès annuel de leur syndicat, depuis des années dirigé par les staliniens.

Il y a longtemps que les membres de ce syndicat n'avaient infligé aux staliniens une aussi retentissante défaite. Les dirigeants se rendirent compte de l'état d'esprit des délégués, prêts à la lutte, et firent tout pour amortir le choc. Ils allèrent jusqu'à tenir la discussion sur la Hongrie au cours d'une séance à huis-clos, ce qui était à la fois sans précédent et inattendu.

Mais des militants de base du Parti Communiste se trouvaient parmi les délégués qui, par 174 voix contre 164 repoussèrent un amendement qui eut supprimé les phrases suivantes d'une résolution :

« Le Congrès approuve l'aide financière et la solidarité apportée par le Conseil Exécutif à nos frères Cypriotes et mais est inquiet de l'attitude du Conseil Exécutif à propos de la fusillade de travailleurs à Poznan et du retard apporté à toute protestation au sujet de l'intervention des troupes soviétiques contre la révolution ouvrière hongroise. »

Et au cas où cela n'eut pas paru assez clair et définitif, les délégués approuvèrent à une large majorité — par un vote à main levée, car la Présidence craignait visiblement d'avoir à compter les mandats — une résolution condamnant « la brutale agression des forces armées soviétiques contre le peuple hongrois » et ajoutant :

« Nous réclamons le retrait de Hongrie de toutes les forces soviétiques, à moins que leur présence ne soit acceptée par un gouvernement librement élu par le peuple hongrois. Nous affirmons notre soutien à la lutte du peuple hongrois pour obtenir un gouvernement de son choix, indépendant de toute intervention extérieure. Nous demandons également la libération de tous ceux qui ont été emprisonnés ou déportés pour leur participation à la lutte du peuple hongrois pour son indépendance. »

Et, comble d'humiliation pour les dirigeants staliniens du Syndicat, Frank Foulkes et Frank Haxell, respectivement président et secrétaire de ce syndicat national qui compte

(SUITE DE LA PAGE 3)

« Ne croyez-vous pas, cher ami, qu'il serait grand temps de proclamer que la France c'est l'Algérie et d'y appliquer les pouvoirs spéciaux ? »

Après le massacre de MELOUZA deux méthodes, deux politiques

LE massacre de Melouza a jeté une lumière brutale sur les méthodes et les objectifs politiques opposés poursuivis par le Mouvement National Algérien, d'une part, par le F.L.N., de l'autre.

Les leçons en revêtent une immense importance, quant aux forces vives et à la nature de la révolution algérienne. Nous aurons sans doute l'occasion d'y revenir. Pour aujourd'hui nous tenons à mettre sous les yeux de nos lecteurs quelques extraits des analyses remarquables parues sur ce problème dans le bulletin hebdomadaire « Inter-Afrique Presse », édité par Claude Gérard. Ces textes caractérisent les méthodes opposées dont nous venons de parler, et montrent aussi qui, malheureusement, Melouza n'est pas un événement isolé, mais le dernier en date d'une liste déjà longue de crimes analogues, commis sous la responsabilité des mêmes hommes poursuivant les mêmes buts.

Si l'on voulait « reconstituer », ce qui s'est passé, ce serait toute l'histoire de l'insurrection qu'il faudrait retracer.

Faute de pouvoir le faire dans ce cadre, notons quelques observations.

Les mots « bandes rivales F.L.N. - M.N.A. » recouvrent en fait l'aspect le plus grave de l'affaire algérienne et la démonstration qu'en apporte Melouza dépasse infiniment par son importance la question de savoir quel était, à la veille du drame, le degré de l'influence messaliste, et celui de la lassitude de la population devant les violences des groupes frontistes.

Le fond du problème, c'est que deux méthodes, deux buts, deux idéologies s'affrontent tragiquement en Algérie — dont, en définitive, l'issue déterminera l'avenir de l'Algérie, peut-être celui de l'Afrique du Nord tout entière.

Ainsi, par exemple : lorsqu'un groupe de l'A.L.N., de formation messaliste, requiert l'aide de la population d'un village, il lui demande de fixer elle-même sa contribution et la laisse libre même de refuser.

Lorsque des chefs F.L.N. s'adressent à un village, ils l'imposent et menacent de brûler des maisons et de tuer des otages si le village ne s'exécute pas.

D'où ce leit-motiv qui circule maintenant dans le djebel : plutôt l'enfer avec les colonialistes que le ciel avec le F.L.N.

Les groupes de l'A.L.N. de formation messaliste ont, depuis trente mois, continuellement répété ceci : « Nous ne nous battons qu'avec les militaires. Notre premier souci est de « ménager » la population. Ne pas faire d'accrochages à proximité d'un village, ce qui entraînerait des risques pour les civils. »

Au contraire, les chefs de groupe F.L.N. prennent de force des « suppléttifs » dans les villages pour attaquer d'autres villages et les soumettre par la violence, ce qui entraîne des accrochages avec les groupes de formation messaliste qui, lorsqu'ils le peuvent, répondent à l'appel au secours de la population.

Enfin, rappelons ce que chacun sait parce que, dans toutes les conférences de presse, les dirigeants F.L.N. l'ont affirmé ou l'ont fait savoir par tracts : « L'Algérie, c'est le F.L.N. Les messalistes sont exterminés (ou le seront). Les villages qui ne se soumettent pas seront brûlés et les hommes et les femmes tués... etc... (1).

(1) La presse de ces jours-ci rappelle l'une de ces circulaires. Il y en a eu de nombreuses autres.

Il était donc logique d'aboutir au drame de Melouza. Ce n'est une tragique surprise que pour ceux qui n'ont pas suivi le déroulement de l'insurrection algérienne depuis 1954...

Le F.L.N. et le M.N.A. poursuivent deux buts différents : le premier, obtenir un gouvernement algérien F.L.N. qui permettra de « soumettre » entièrement l'Algérie au F.L.N. Le second, des élections libres pour désigner une Constituante algérienne.

C'est à tout cela qu'il convient de réfléchir en recherchant les causes du drame de Melouza.

Et Rèlizane est-ce un crime F.L.N. ?

Tandis que se poursuivent les controverses sur Melouza, les informations sur les « petits » massacres se succèdent. Ils se succèdent ainsi depuis dix-huit mois.

Nous citons une dépêche d'agence reproduite dans la plupart des journaux parisiens :

« Une bande rebelle, renforcée de complices locaux, vient de se rendre coupable d'une nouvelle tuerie en Oranie. Cette fois-ci, les faits se sont passés dans la plaine de Chétif, à 4 kilomètres de Relizane.

Dans la nuit de dimanche à lundi, une douzaine d'ouvriers musulmans dînaient paisiblement dans une annexe de la ferme Joseph Robert, quand des rebelles firent irruption dans le local. Ils malmenèrent tout d'abord copieusement les ouvriers agricoles et comme ceux-ci refusaient de participer à des attentats en ville, à Relizane, le chef leur fit lier les poignets derrière le dos à l'aide de cordelettes et de foulards et, pendant qu'un autre rebelle éclairait cette scène à la lueur de bougies, froidement, à l'aide d'un pistolet de grand calibre, celui qui semblait être le chef tira une balle dans la tête de chacun des hommes ligotés, les laissant pour morts. Puis les bandits se dirigèrent vers la ferme où ils mirent le feu.

Le bilan de cette tuerie s'élève à huit morts : six hommes et deux femmes, et cinq blessés, dont deux très grièvement atteints. »

Les massacres de la région de Saïda, qui se produisirent au même moment que Melouza, mais attirèrent moins l'attention parce qu'ils se soldèrent par 35 morts « seulement », à côté des 300 de Kasbah, se sont déroulés selon le même processus :

« ... Les rebelles ont rassemblés les ouvriers musulmans logeant sous la tente et dans les communs (de la ferme) et les ont emmenés dans une clairière de la forêt proche où ils les ont mitraillés impitoyablement après leur avoir déclaré que c'était par ordre du F.L.N.... »

Au hasard des informations quotidiennes des mois passés, citons celle-ci (en décembre dernier) :

« Quatorze musulmans ont été assassinés en pleine nuit au douar Sly, près de Masséna, dans la région d'Orléansville. Peu avant une heure, un groupe de hors-la-loi encerclait le village et forçait les portes des gourbis. A coups de crosse, les paysans étaient

(SUITE PAGE 3).

Tous travaux de dessins sur stencils par dessinateurs spécialisés. Reproduction, réduction, agrandissement. Décoration et traçage de lettres au trace-lettre ou modèle spécial. Composition des stencils pour circulaires en plusieurs couleurs. Etude et composition de dessins pour en-têtes de lettres, marques de fabrique, affichettes. Prise du travail et livraison à domicile. — F. SIX, 84, rue André-Thermit, Aulnay-sous-Bois (Seine-et-Oise). (Communiqué)

Numérisation CERMTRI

Une enquête de Louis HOUDEVILLE :

LA CRISE DU LOGEMENT - II

CONDITIONS D'HABITAT DES FAMILLES OUVRIERES ET PAYSANNES

Une enquête de la Direction de l'Aménagement du Territoire recense 260.000 taudis qu'il serait urgent d'abattre. Ce chiffre — très important si l'on considère qu'il y a 14.400.000 logements en France — est très inférieur à la réalité. Paris à lui seul compte 150.000 taudis où vivent 500.000 personnes dont les 150.000 des 16 îlots insalubres de la capitale; St-Etienne en compte 11.900; Roubaix-Tourcoing 7.700, etc.

La densité de la population est très forte dans les quartiers populaires de Paris : on compte en effet 82.000 habitants au km2 dans le quartier Rochechouart, une moyenne de 33.000 pour Paris. La moyenne est de 15.000 à Londres et de 6.300 à New-York.

En province, dans les villes de plus de 50.000 habitants, 15 % des logements sont surpeuplés et abritent 23 % de la population; les villes de 10 à 50.000 habitants ont 18 % de logements surpeuplés renfermant 21 % de la population et les villes de 2 à 10.000 20 % de logements surpeuplés comprenant 24 % de la population. Et dans des villes comme Brest, Saint-Etienne, Rennes, le surpeuplement atteint respectivement 51, 34 et 25 % des logements.

L'habitat rural est encore en plus piteux état. Sa moyenne d'âge est de 100 ans. Mais elle atteint 137 ans en Normandie, 144 ans dans les Basses Cévennes. 30 % des logements sur surpeuplés et abritent 36 % de la population. Dans l'Ouest, 60 % des exploitations agricoles ne disposent que d'une pièce d'habitation : 2/3 des sols sont en terre battue. 350.000 logements sont considérés comme impropres à l'habitation par le Comité National de l'Habitat Rural. 27.000 communes n'ont pas d'adduction d'eau sous pression et ne disposent pas d'un réseau de distribution : 12 millions de ruraux sont à satisfaire! En 1954, l'on relevait que 1.780 logements avaient l'eau courante en Lozère, 2.500 dans le Tarn-et-Garonne et 2.940 en Corse...

Une enquête effectuée à Marseille en 1951 parmi les dockers et portant sur 742 personnes précise qu'elles ont à leur disposition 412 pièces *cuisines comprises*, soit 1,8 personne par pièce; 122 foyers disposent de 370 lits pour 525 personnes, soit 1,7 personnes par lit; 22 % des « logements n'ont pas l'eau courante, 11 % n'ont même pas de pierre à évier ». Par contre, ces travailleurs dépensent de 8 à 11,8 % *de leurs salaires* pour payer le loyer (il s'agit de meublés, sous-locations, etc.) de ces taudis!

LA POPULATION AUGMENTE

En 1946, la France comptait 40 millions 814.000 habitants, 42.700.000 en 1954 (recensement) et environ 43 millions 320.000 en 1956. C'est donc aux besoins d'environ 1.500.000 foyers nouveaux qu'il faudra faire face durant les prochaines années!

De 1947 à 1955, 842.000 logements ont été terminés et environ 240.000 pour 1956. Mais seulement 105.400 H.L.M. locatifs ont été construits durant cette même période.

Pour la seule région parisienne, il manque actuellement 550.000 logements. En 1960 170.000 seront nécessaires. En dix ans, 112.000 logements ont été terminés dont 30.000 seulement en locatifs.

C'est ainsi que l'on peut dire que DIX MILLIONS DE FRANÇAIS sont mal logés ou sans logis. 95 % des jeunes ménages ne disposent pas d'un logement propre : ils vivent à l'hôtel ou cohabitent avec les parents. Telles sont les précisions que M. Chochoy nous a données à plusieurs reprises.

LOGEMENTS LIBRES...

Si les familles ouvrières s'entassent à sept, huit ou neuf personnes par chambre d'hôtel, si les « gentils enfants des prolétaires » meurent par manque d'oxygène, des logements libres, neufs, ensoleillés existent. Ils ont été construits avec l'aide de l'Etat, au profit des privilégiés. C'est ce que reconnait ce rapport de l'Inspection Générale des Finances de 1952 qui déclare : « Tousl es immeubles construits à Paris avec l'aide de la prime l'ont été au profit de personnes aisées. Le 31-7-1951, sur 3.048 logements primés, 1.838 se situent dans le 16e arrondissement. A Paris *les primes ont donc aidé une forme de spéculation et permis d'augmenter le nombre des logements mis à la disposition des personnes les plus fortunées.* »

Et ces mêmes personnes à qui l'Etat favorisait la spéculation, se voyaient conquérir de nouveaux avantages. La taxe sur les locaux insuffisamment occupés instituée au lendemain de la Libération et qui ne visait que des abus par trop visibles (3 personnes pour 5 pièces constituaient une occupation suffisante) voyait son rendement diminuer. Les recouvrements passaient en effet de 440 millions en 1949 à 250 en 1953. Compte tenu de la dévaluation, c'était un assez beau résultat!

Par contre, les loyers étaient augmentés, sous prétexte de rentabilité. Leur augmentation est aujourd'hui prorogée jusqu'en 1960. Les loyers H.L.M. sont également augmentés de 40 à 50 % en quatre fois. Aussi voit-on des familles ouvrières quitter le logement propre qu'elles avaient enfin obtenu pour retourner vivre dans un taudis : car leur budget ne peut supporter les 12 ou 14.000 de loyer mensuel.

Telles sont les grandes lignes de la situation du logement en France.

Telles sont les conditions d'habitat faites à la majorité des travailleurs. Avant d'aborder les aspects particuliers de logement : H.L.M., accession à la propriété, financement, rentabilité, arrêtons-nous quelques instants sur la situation faite à 400.000 travailleurs, mal logés parmi les mal logés.

Prochain article :

L'habitat des travailleurs algériens en France.

LA REUNION DU CLADO

VENDREDI 14 juin s'est tenue, Salle des Horticulteurs, une assemblée publique du C.L.A.D.O., à laquelle ont assisté environ 150 militants ouvriers, syndicalistes, politiques, enseignants, intellectuels révolutionnaires, etc., venus confronter leurs positions très diverses sur les bases communes d'une politique de classe, d'opposition aux appareils stalinien et réformiste et de défense du droit des peuples opprimés à disposer d'eux-mêmes.

Après avoir rappelé ces principes qui ont permis la sortie du journal du C.L.A.D.O., « La Commune », RUFF, qui préside, insiste sur la nécessité, pour tous les militants qui croient à la valeur irremplaçable de cette expérience dans la situation française actuelle, de faire un gros effort financier pour que le C.L.A.D.O. puisse s'étendre et se faire toujours plus entendre. Il cède ensuite la parole aux militants présents.

Notre camarade LAMBERT demande que « La Commune » soit aussi une tribune libre des questions syndicales et des luttes ouvrières. En face de la désaffection des ouvriers pour les syndicats, les appareils sont des squelettes vides, on assiste à des explosions de spontanéité ouvrière (Saint-Nazaire, grève de la R.A.T.P.). Il faut faire le bilan des luttes passées et du pourquoi de leur échec, et trouver comment unifier aujourd'hui la classe ouvrière dans le combat. Il existe aussi des possibilités extrêmement fécondes de faire, à l'échelle internationale — avec des hommes comme Peter Fryer en Angleterre, par exemple — le bilan du stalinisme. Ce qu'il y a de précieux et d'irremplaçable dans « La Commune », c'est le sentiment des camarades qui y ont écrit que, ce qu'ils ont écrit, ils n'auraient pu l'écrire, ainsi et ensemble, dans aucun autre journal.

Marceau PIVERT parle en militant du rang pour dénoncer les méthodes totalitaires qui s'instaurent dans le Parti socialiste sous l'effet de la contagion du stalinisme. Pour sortir de l'impasse, une seule solution : une politique autonome de classe qui ne peut avoir de sens qu'à l'échelle internationale, un juin 36 européen.

LAMIZET parle ensuite au nom du Cercle Zimmerwald et exprime la méfiance des camarades de ce groupe pour tous les partis : ils ne croient pas que le parti soit une forme d'organisation qui puisse servir la classe ouvrière. Il y a ceux qui essaient encore de faire quelque chose à l'intérieur des partis ouvriers traditionnels et ceux qui veulent créer le grand Parti ouvrier révolutionnaire et, n'y réussissant pas, fondent de petits partis. LAMIZET ne voudrait pas que le C.L.A.D.O. soit une nouvelle tentative de ce genre. Il y a aussi ceux qui ont confiance uniquement encore dans l'action syndicale; c'est le cas de beaucoup de camarades du Cercle Zimmerwald. Il y a encore ceux qui créent des cercles d'étude, attitude modeste mais pas forcément inefficace, comme l'a prouvé le Cercle Petoefi. Le C.L.A.D.O. doit rester très souple et faire un travail d'information et d'éducation.

Jeannette HARDING raconte l'expérience d'un groupe de jeunes, militants des syndicats de l'enseignement, de l'U.N.E.F., du P.S., qui se sont retrouvés, contre tous les appareils, dans la lutte contre la guerre d'Algérie. Il leur faut, pour retrouver les bases d'une authentique politique révolutionnaire de la jeunesse, du courage et de l'honnêteté.

Maurice CLAVEL, de la Nation Socialiste, met en garde les anticolonialistes contre un idéalisme sentimental momentané qui, par fraternité avec le peuple algérien, mènerait à un flirt exclusif avec le F.L.N. Il démonte les mensonges de la presse française bourgeoise et de gauche qui a voulu faire croire à l'inexistence du M.N.A. et parle maintenant, se contredisant sans vergogne, de la « diminution d'influence » du même M.N.A.

Jean ROUS affirme sa conviction que les tentatives de regroupement faites depuis vingt ans pour une politique révolutionnaire contre le stalinisme n'ont pas été inutiles, puisqu'elles se sont reconverties maintenant dans des expériences réelles (Chine, Yougoslavie, Pologne, Hongrie). Il esquisse les positions d'un anticolonialisme concret envisageant dans les faits, en Tunisie par exemple, les rapports entre la libération nationale et les tâches de la révolution sociale. Il lui semble aussi qu'avec le C.L.A.D.O. il y a quelque chose de nouveau : tous les groupes révolutionnaires ne se persécutent plus avec hargne entre eux. Nous avons appris à distinguer d'une manière plus claire la tactique des principes.

Y. CRAIPEAU, représentant de la Nouvelle Gauche, vient dire la sympathie de son organisation pour « La Commune » et son accord sur la plupart des points. Il nous faut imposer la paix en Algérie, sinon la droite le fera à son profit. D'autres camarades parlent des dernières luttes ouvrières, font des suggestions pour « La Commune » et demandent qu'après cette confrontation générale qui a prouvé la possibilité d'une tribune libre ouvrière en la réalisant, on commence à s'organiser pour de bon sur le plan local, parisien, et prépare des discussions sur des questions précises.

Action d'ensemble

(SUITE DE LA 1re PAGE)

ce gouvernement que d'être là, c'est-à-dire de poursuivre la politique de son prédécesseur. Durer, sans grande perspective, assurer d'ici l'automne le règlement d'un certain nombre d'affaires. Il y a beaucoup de mystification à vouloir faire de ce cabinet mal investi, un plus grand danger parce qu'il serait plus à droite. Il est vrai qu'il se présente comme un gouvernement Guy Mollet amputé des quelques éléments qui pouvaient passer pour des « opposants » à la politique Lacoste: Deferre, Mitterrand il est vrai aussi que sa faiblesse même peut le pousser à une série de mesures anti-démocratiques. Mais ce qui domine pourtant l'appréciation que l'on peut avoir du gouvernement Bourgès, c'est sa fragilité. Investi pour expédier, comme nous le disions, les « affaires courantes », il est d'ores et déjà dépassé par les événements qui, de toute part, se précipitent. N'est-ce pas d'ailleurs un peu un symbole, qu'aux premiers jours d'existence de ce gouvernement dont le président du Conseil fut l'un des responsables du coup de Suez, les bateaux français, sagement, reprennent la route du canal ?

LA « PACIFICATION »

Car, poursuivre et en sa compagnie, la politique de Robert Lacoste, tenir, persévérer dans « l'anéantissement de la rébellion », ce n'est pas une mince affaire. « Durer » coûte chaque jour plus cher, beaucoup plus cher. Ne parlons même pas ici de l'effroyable situation financière et du besoin pressant d'impôts nouveaux qu'il ne sera pas aisé à Bourgès de faire accepter, mais regardons l'aspect que prend la « pacification ». En vingt-quatre heures, les communiqués officiels parlent de 400 morts, et ce, après une intervention massive de l'aviation française. Peut-on cacher qu'il s'agit d'une guerre qui chaque jour s'accroît en intensité ? Et ne sera-t-il pas clair, à la prochaine session de l'O.N.U., que le gouvernement français est incapable de ramener « l'ordre et le calme » en Algérie, risquant de faire de tout le Maghreb une poudrière ?

L'internationalisation du conflit est de plus en plus inévitable. La tension entretenue avec la Tunisie, les incidents fréquents qui opposent troupes tunisiennes et soldats français sont suffisamment explicites. La guerre d'Algérie risque d'embraser toute l'Afrique du Nord. *L'Action*, l'hebdomadaire du Néo-Destour titrait d'ailleurs l'éditorial de son dernier numéro « *La Tunisie menacée* », et disait que, même que des hommes comme Bidault avaient songé à faire de la guerre d'Indochine un conflit mondial, des hommes comme Lacoste, plutôt que de renoncer, pourraient eux aussi vouloir étendre la guerre.

Le gouvernement Bourgès d'ailleurs, sans le dire, admet déjà en fait l'internationalisation du conflit algérien. Ne le marque-t-il pas en invitant les diplomates de plusieurs pays à faire un voyage « d'étude » en Algérie, espérant peut-être les gagner à l'idée d'accorder à la France, cet automne, un ultime sursis ?

« BATIR L'EUROPE »

Autre problème qui a valu à Bourgès sa majorité sans enthousiasme : le problème européen. Il faut bien un gouvernement qui fasse ratifier par le Parlement ces fameux traités concernant le Marché Commun et l'Euratom qui devraient consacrer la mise sur pied d'une « Europe unie ». Comme toujours dans la politique française, existe un décalage entre les formes politiques et la réalité. Il s'agit de ratifier. C'est tout pour le moment. Les conséquences, les possibilités de réalisation, c'est pour plus tard. Ainsi personne ne songe à s'étonner de ce qu'un gouvernement « européen », décidé à voir s'abaisser les barrières douanières pour le plus grand bien de « l'Europe », commence par rétablir les contingentements !

La ratification de ces traités doit avoir lieu en juillet. Date limite, car ensuite le chancelier Adenauer préparera sa campagne électorale, et il serait extrêmement fâcheux pour lui qu'il doive retourner devant ses électeurs après un échec de sa politique européenne. On laisse entendre qu'en échange de la gentillesse d'une ratification hâtive, Adenauer serait alors prêt à négocier un prêt allemand à la France ! Ainsi, l'un des personnages principaux de la politique intérieure française est le chef du gouvernement allemand, et il est probable que, pour ne pas manquer aux engagements pris à son égard, le M.R.P., qui s'est abstenu au moment de l'investiture, prendra la relève des indépendants pour assurer, si besoin est, le vote des impôts, afin de ne pas voir reculer la ratification.

Cette aventure européenne d'ailleurs, à laquelle les politiciens se préparent avec tant de célérité, appartient elle aussi au domaine des « fuites en avant ». Personne ne sait exactement ce qui viendra après la ratification des traités. Certains espèrent que la construction de l'Europe pourra se substituer à la possession d'un empire colonial, comme si la situation de la France dans l'ensemble européen n'était pas déterminé par sa puissance coloniale. D'autres caressent le rêve d'une Eurafrique qui, dans l'état actuel des choses, n'a aucune chance de se réaliser, au bénéfice du capitalisme français, en tout cas.

Ainsi, la France s'achemine vers une des crises les plus profondes qu'elle ait jamais connue. Crise sociale et politique consécutive à la révolution algérienne, remise en question brutale et sans appel de son statut de grande puissance...

Plus que jamais le sort de ce pays s'identifie à celui du mouvement ouvrier. Plus que jamais, ce n'est que de l'action des masses que peuvent naître les moyens capables de mettre fin à la guerre et à la misère.

DEUX LETTRES

Nous publions ci-dessous deux lettres de travailleurs algériens reçues par « La Vérité ». La première, qui, pour des raisons inconnues de nous, ne nous est parvenue qu'avec beaucoup de retard, a été écrite au moment où la Commission d'enquête du parti radical n'a pu se rendre en Algérie. La deuxième, au début de juin. Nous avons tenu à ne pas changer un seul mot dans ces deux lettres.

⁂

Voici la vérité : Une Commission composée de Parlementaires, vos représentants que vous aviez élus, a été mise dans l'impossibilité de se rendre en Algérie par M. Lacoste et ses colonialistes. Comment tolérez-vous cet affront ? On permet aux Commissions allemandes, belges et autres de se rendre en Algérie, et on interdit à une Commission française de se rendre en Algérie. Comme le 6 février 1956, contre la venue de M. Guy Mollet, les extrémistes ont manifesté contre la venue d'une Commission française. Comprenez que M. Lacoste et la minorité ne veulent pas que la vérité sur les atrocités en Algérie ne soit dévoilée, et qu'ils veulent vous interdire l'accès en Algérie pour que vous ignoriez tout ce qui se passe en Algérie. Voilà la politique personnelle de M. Lacoste et de ses extrémistes. La France entière va-t-elle toujours accepter d'être dirigée par une minorité contre elle ? Voyez-vous, est-ce les musulmans algériens qui sont contre vous ? Non. Vous voyez bien vos ennemis qui font tuer chaque jour vos jeunes enfants pour les intérêts personnels.

Accepterez-vous longtemps cela ? Alors contre ceux qui vous défendent de venir en Algérie et le permettent aux étrangers, Français, Françaises, manifestez en masse. Il faut que la politique algérienne du gouvernement change et pour cela il faut changer ses hommes et surtout ceux d'Algérie.

Manifestez pour la paix et la sauvegarde de vos enfants qui tombent bien malheureusement et avec peine pour une cause qui n'est pas celle de la France, mais celle d'une minorité : cette minorité va-t-elle imposer sa loi à 40 millions de Français ? Telle est la vérité.

Français, Françaises, il est temps d'agir pour la sauvegarde de la France et de l'Algérie.

⁂

Le 29 mai 1957, des descentes de police ont été effectuées à Lille, dès 6 heures du matin, des cars de polices et gendarmes ont envahi les quartiers où habitent pour la plupart des Nord-Africains. Sans aucun motif valable, aucun Nord-Africain n'a été épargné de cette ignoble répression pour vous citer des cas, il en sera bien difficile, car il sera peut-être trop pour votre journal, mais permettez-moi de vous dénoncer l'essentiel sans aller à des détails.

A leur arrivée dans les chambres, tout Nord-Africain qui n'ouvre pas sa porte à la première alerte fut matraqué, fouillé et ensuite embarqué dans leurs paniers à salade sans lui laisser même le temps de s'habiller, c'est-à-dire pas mal d'Algériens qui ont été malmenés en slip. Mais le fait le plus ignoble sans précédent dans l'histoire, ce sont toutes les femmes françaises mariées avec des Algériens, et des Algériennes même avec leurs enfants qui ont été l'objet de ces ratissages répressifs; fouillées, malmenées et gardées dans les locaux de la police jusqu'à 18 heures du soir et ce après les avoir brutalisées et menacées de camp de concentration. Certaines d'entre elles, qui ont eu des plaies, se sont présentées chez certain médecin pour délivrance d'attestations médicales; ce dernier dont on peut dire qu'il n'est autre qu'un instrument de la police, avait refusé de délivrer de certificat.

Au moment même où le gouvernement a autorisé une commission d'enquête pour l'Algérie, au moment même où l'opinion publique française espère une solution juste et équitable au problème algérien, les travailleurs algériens subissent les mêmes agressions, voir atrocités sur le sol même métropolitain et au milieu même du peuple français dont ce dernier n'a manqué à maintes reprises de dénoncer les actes odieux commis par ces agents au service de la réaction.

Une fois de plus nous alertons l'opinion publique française et internationale sur ces mesures discriminatoires et nous mettons ces agents zélés, serviteurs des colonialistes déchus, devant leurs responsabilités, car les travailleurs algériens sont acculés vers le désespoir dont ils ne pourront rester dans l'indifférence.

Cette ignominie a soulevé l'indignation de toute la population de la région lilloise.

Ces mesures néfastes, contraires au droit de l'homme et à la charte des Nations-Unies ne font que galvaniser les esprits de ces travailleurs algériens qui n'ont cessé de lutter et continuent à manifester leur désir de se débarrasser de cette vie humiliante au prix même de leur sang.

K. A.

Régime politique pour les détenus politiques

Monsieur le Président du Conseil,

Nous portons à votre connaissance la pétition signée par les participants à la réunion organisée par le Comité de Liaison et d'Action pour la Démocratie Ouvrière regroupant des militants ouvriers de toutes tendances.

Nous vous signalons également que le Bureau du Comité d'Action des Intellectuels contre la poursuite de la Guerre en Afrique du Nord, au nom de tous ses adhérents s'est associé à cette pétition.

Veuillez agréer, Monsieur le Président du Conseil, nos salutations distinguées.

« Les soussignés réunis le vendredi 14 juin 1957,

« Affirment leur solidarité totale avec les 115 détenus politiques algériens adhérents au M.N.A. et l'ouvrier français Geneste, qui dans la prison de Loos, à Lille, sont en grève de la faim depuis le 5 juin pour l'obtention du régime politique;

« Exigent du gouvernement qu'il soit fait droit à la revendication légitime de ces militants qui luttent pour l'application d'un principe démocratique des plus élémentaires;

« Demandent aux travailleurs français et à toutes les organisations ouvrières d'agir pour que l'héroïque combat des 115 M.N.A. soit couronné de succès. »

Les Radicaux de *l'Aisne*

Nous avons reçu par deux fois déjà le petit format de l' « Aisne radicale », organe du nouveau parti d'Henri Queuille et André Morice, représenté dans l'Aisne par l'équipe Clavier, Rossi, Semal, Basthelem et autres.

Les Jacobins, car ils se réclament, sans rire, du jacobinisme, ont mis cartes sur table : ils s'adressent, comme toujours, à l'ouvrier, pour promouvoir une politique capitaliste.

En dehors de la réforme électorale, destinée à assurer une élection toujours difficile à leurs membres, leur seul souci est de maintenir le régime actuel des privilèges.

En Algérie, où ils exigent l'intensification de la guerre de reconquête coloniale.

Dans l'agriculture où toute action contraire aux intérêts des gros exploitants est une injustice sociale.

Nous n'avons pas l'intention de réfuter ici tous leurs arguments, ce serait inutile et fastidieux; mais au moins, que ceux qui se targuent d'être républicains répondent à une question.

Elle concerne l'ouvrier agricole. Ce travailleur gagne moins de cent francs de l'heure; il peine dix et douze heures par jour et ne connait pas de dimanches; il est mal assuré contre la maladie et les accidents du travail. De plus, toute liberté lui est enlevée de revendiquer, car il est « logé » gratuitement par son maitre, et de ce fait connait une situation comparable à celle du serf.

S'il réclame, il doit quitter son emploi, s'il quitte son emploi, il est à la rue avec sa famille.

M. André Rossi, M. Pierre Lamane, vous qui vous intéressez au sort de l'agriculture, que ferez-vous en « bons républicains » pour remédier à une telle situation ?

BOURGÈS : 150 MILLIARDS

CENT CINQUANTE milliards d'impôts nouveaux, la demande de nouvelles avances de la Banque de France au Trésor pour lui permettre d'assurer les échéances de fin juin, un prélèvement de 100 milliards sur le stock d'or de la Banque de France à seule fin de couvrir le déficit de la balance commerciale : voilà les premières mesures économiques annoncées, dès sa déclaration d'investiture par Bourgès-Maunoury. Elles font suite à celles qu'a prises Guy Mollet pendant l'inter-règne gouvernemental. Une petite nouvelle en quelques lignes les a annoncées : « **Le montant des dépôts que les importateurs doivent effectuer, depuis mars de cette année, à la délivrance de leur licence d'importation,** montant qui était de 25 %, sera désormais de 50 %. »

C'est la consécration officielle de la fin « de la prospérité dans la stabilité », slogan qui, en raison de circonstances exceptionnelles, a pu masquer, pendant un temps, le déséquilibre et la décadence nrrémédiable de l'économie capitaliste française.

LES BASES DE « LA PROSPERITE »

Alors que tous chantaient les louanges du gouvernement Mollet, et vantaient la « prospérité économique », « La Vérité » du 2 août 1956 dressait le bilan suivant :

« Depuis le début de l'année jusqu'en octobre 1955, la balance commerciale française, pour la première fois depuis la guerre, avait un solde créditeur, et ceci essentiellement grâce aux exportations en direction des membres de l'Union Européenne de Paiement, le déficit vis-à-vis de la zone dollar n'ayant jamais cessé. Mais ce gonflement des exportations françaises n'était pas durable. Il était dû à ce que la plus grande partie des pays membres de l'U.E.P., sous la pression du boom, développait considérablement ses importations, en même temps que l'exportation française bénéficiait d'une aide considérable de l'Etat : exonération des charges fiscales et sociales (110 milliards en 1955, larges crédits bancaires aux importateurs de produits français (250 milliards en 1955) — et à des exportations qui, si elles s'inscrivent dans le solde positif de la balance commerciale française laissaient un lourd passif au Trésor français, telles les exportations d'alcool ou encore de blé payé 3.500 francs le quintal aux producteurs français et exporté au cours mondial, 1.800 francs le quintal; tandis que le marché français était protégé par des taxes très lourdes sur les importations, et que la libération théorique des échanges était compensée par de nouveaux droits douaniers, dits taxes de transport, allant de 7 à 15 % du prix des produits importés.

« En France, l'expansion économique reposait ainsi sur l'accroissement continuel des dépenses de l'Etat : 4.309 milliards en 1955 (le tiers environ du revenu national), sans compter les dépenses des collectivités locales, contre 3.891 en 1954; sur les crédits bancaires à l'économie qui sont passés de 2.852 milliards en 1954 à 3.299 milliards en 1955.

« Tout cet échafaudage économique dépendait lui-même d'une situation financière exceptionnelle.

« La détente internationale a contribué à un rapatriement général des capitaux en Europe. En France, d'autres facteurs favorables (tout au moins en ce qui concerne l'immédiat) ont joué. On estime que, de 1952 à 1955, 700 milliards de francs ont été rapatriés d'Indochine et d'Afrique du Nord. L'aide américaine s'est encore élevée en 1955 à 537 millions de dollars, dont une grande partie constitue le reliquat de l'aide américaine pour la guerre d'Indochine. Si bien que les réserves d'or et de devises à la disposition de la Banque de France, se sont accrues en 1955 de 301 milliards, que le Trésor a pu rembourser plusieurs avances à la Banque de France. Mais en même temps l'endettement de l'Etat augmentait de 537 milliards de francs, le gonflement des dépôts, dans les caisses d'épargne, à la caisse des dépôts et consignations, était utilisé pour financer principalement la construction, tout en laissant encore la possibilité aux entreprises publiques (nationalisées) et privées d'avoir recours au marché des capitaux pour des émissions se montant à 421 milliards. »

REVEIL BRUTAL

EN effet, le déficit de la balance commerciale française était réduit à 82 milliards de francs en 1955. Mais en 1956 il grimpait au niveau impressionnant de 414 milliards. Et, rien qu'en ce qui concerne l'Union Européenne des Paiements, les premiers mois de l'année 1957 se sont soldés par les déficits suivants : 70.5 millions de dollars en janvier, 88 en février, 99.7 en mars, 108.2 en avril, environ 80 millions de dollars en mai. En même temps, l'on sait qu'en 1956 les crédits américains se réduisaient à 136 millions de dollars, et en 1957 ils ne seront plus que d'une cinquantaine de millions de dollars, si une « aide » exceptionnelle n'intervient pas.

La source de la « prospérité », c'était les crédits américains. Leur réduction impliquait qu'à plus ou moins long terme le déséquilibre fondamental de l'économie capitaliste française devait réapparaitre. La guerre d'Algérie a précipité considérablement les choses. Deux milliards par jour sont gaspillés. Elle oblige le gouvernement à importer du matériel militaire. Elle contribue à réduire les exportations en monopolisant une partie importante des produits des industries électriques et mécaniques notamment, qui auraient pu être exportés.

Et maintenant s'effondre la fiction de « la prospérité ».

EFFONDREMENT DU FRANC

« Les Echos », le « Quotidien de l'économie française », écrivent le 5 juin :

« Les cours de Bourse sous-entendent une dévaluation de 25 à 30 %.

« La surévaluation des valeurs étrangères, laquelle porte le dollar à près de 490 francs (alors que son cours officiel est 350) et la livre à 1.245 (cours officiel 980 environ), suppose une dévaluation du franc de 25 à 30 % marquée par la spéculation...

« ... Durant les premiers mois de cette année l'indice des valeurs pétrolières a progressé de 42 %. Mais le gouvernement ne saurait s'en féliciter.

« L'épargne française est inquiète.

« Les capitaux cherchent à s'investir dans les valeurs en « flèche », et à fuir la monnaie.

« Les virements de fonds à l'étranger procèdent du même état d'esprit. »

INFLATION

L'effondrement du franc a pour conséquence la fuite des capitaux, qui, à son tour, contribue à miner le franc. L'effet économique sera considérable.

Le marché des capitaux ne sera plus disponible pour le placement des émissions à revenu fixe. Les actions des sociétés nationalisées et du secteur privé, celle des différentes caisses (crédit foncier, immobilier) trouveront difficilement preneur. Les dépôts, à la caisse

Le Gérant : D. RENARD.

LES PRESSES OUVRIERES
7, Rue Victor-Hugo
Montreuil (Seine)

Numérisation CERMTRI

KADAR Condamné

(SUITE DE LA 1re PAGE)

230.000 adhérents, il fut décidé que « des copies de cette résolution seront envoyées aux Ambassades de Hongrie et d'U.R.S.S. à Londres et au Ministère des Affaires étrangères anglais ».

Ce qu'il y a peut-être de plus admirable dans ce message de sympathie et de soutien aux travailleurs hongrois — et le lecteur comprendra la satisfaction profonde qu'elle a apportée à tous ceux qui, en Angleterre, luttent depuis près de six mois pour défendre la révolution hongroise — c'est son caractère de principe, son refus de toute concession au « soutien » impérialiste des aspects de la révolution hongroise dont la bourgeoisie pensait pouvoir faire usage.

Les travailleurs de l'électricité ont immédiatement saisi le caractère prolétarien de la lutte du peuple hongrois, et la qualifièrent justement de « révolution ouvrière ». Cette définition imposa d'ailleurs au quotidien du P. C. britannique, le « Daily Worker », un article de réponse qui portait plus la marque de l'embarras et du désarroi que celle de la colère, affirmant que cette définition était essentiellement « une affirmation fréquemment avancée par les réfugiés hongrois ».

N'empêche que les prisons et les camps de concentration hongrois sont actuellement pleins de communistes et d'autres militants ouvriers, parmi lesquels de nombreux délégués des Conseils Ouvriers que les A.V.H. de Kadar « rééduquent ».

Il est important que les ouvriers britanniques des industries électriques aient pris position quelques jours seulement après que le « Times » ait publié un rapport extrêmement documenté sur les conditions de vie dans les prisons hongroises. D'après des sources sûres, il semble que plus de 50.000 prisonniers politiques soient détenus dans des conditions épouvantables.

« Le surpeuplement des prisons semble être le pire. Des locaux conçus pour 80 personnes sont occupés par 200 détenus. Le manque d'hygiène est au delà de toute description. Les prisonniers ne peuvent se laver. Ils dorment à plusieurs sur des paillasses. A en juger par leur état, par leurs blessures parfois, il semble bien que le sort des détenus politiques ne soit pas meilleur qu'aux jours de Rakosi. »

Et quelques jours plus tôt, le « Times » nous apprenait que Attila Szigetti, un député du Parti Paysan qui fut le vice-président du Comité de Gyoer pendant la Révolution avait, après être resté trois semaines aux mains de la police de Kadar, brisé ses lunettes et s'était ouvert les veines. Transporté à l'hôpital, il profita d'un moment d'inattention pour se jeter d'une fenêtre du troisième étage, échappant par la mort à ses bourreaux.

J'avais rencontré Attila Szigetti à Gyoer, peu après mon arrivée en Hongrie, et j'ai vite appris à le respecter comme un homme honnête, sincère, dévoué à la cause de la révolution, que les ouvriers de la métallurgie et du textile de la ville aimaient et en qui ils avaient confiance. J'ai ressenti sa mort comme un coup personnel, bien qu'il ne soit qu'un parmi les milliers que la « terreur jaune » de Kadar a assassinés.

Le lendemain de la prise de position du Syndicat des travailleurs de l'électricité, le « Daily Telegraph » faisait état de la découverte et du procès en Hongrie d'un véritable « terroriste blanc », le premier sur lequel il semble que la nouvelle A.V.H. ait mis la main. Il s'agit d'un vieillard de 70 ans, dont le procès est télévisé, qui est accusé du meurtre de communistes non en 1956, mais en 1919 ! Où se trouvait ce garde blanc sous le régime Rakosi demeure un mystère, pourquoi il ne fut jamais jugé auparavant en est aussi un. En tout cas, il est hautement instructif que pour donner quelque vraisemblance à ses accusations au sujet d'une terreur blanche en octobre 1956, la propagande gouvernementale doive déterrer un VRAI terroriste de 1919 !

De tels faits donnent encore plus de prix à la position du Syndicat des travailleurs de l'électricité. Leur message, tôt ou tard, parviendra aux travailleurs de Csepel et de Dunapentel en renforcera leur confiance et leur courage pour faire face à la vague de procès de « trahison » qui déferle actuellement sur toute la Hongrie, jusqu'à Magyarovar, la ville martyre, qui avait connu un sauvage massacre perpétré par les hommes de la police stalinienne et qui est à nouveau livrée aux A.V.H. en quête de vengeance.

Deux autres coups ont également frappé la direction du P.C. britannique cette semaine : la démission de deux anciens membres du Comité Exécutif National du Parti. Et, non pas deux intellectuels « à l'échine souple », mais deux des meilleurs dirigeants de masses du P.C. britannique : Brian Behan et Jim Roche.

Behan était membre du Comité Exécutif jusqu'au dernier Congrès. Il fut exclu de la liste recommandée par la direction pour le nouveau Comité Exécutif, à la suite des virulentes critiques qu'il prodigua à la politique du Parti. Il obtint néanmoins 188 voix et fut bien près d'être élu en dépit du veto de la direction. Il a maintenant décidé que son devoir était de quitter le P.C.

Roche, un militant populaire auprès des ouvriers du textile du Yorkshire, a assumé toute une série de responsabilités depuis qu'il est membre du P.C., c'est-à-dire depuis vingt-sept ans.

Ce ne sont là que deux noms parmi le flot constant de démissions qui parviennent à King Street où siège la direction du P.C. britannique. Ainsi cette direction va finir par avoir le parti qu'elle désire : un parti composé d'une minorité aveuglément dévouée, se refusant à penser et par là, à critiquer...

2000 savants américains dénoncent le danger de la poursuite des expériences atomiques

(De notre correspondant Shane Mage).

PRES de douze ans après la première explosion atomique, la menace que fait peser sur le présent et sur le futur de l'humanité la poursuite des expériences atomiques commence à inquiéter l'opinion publique aémricaine. Fréquemment, la Commission de l'Energie Atomique du Congrès tient des réunions concernant le danger causé par la dispersion dans l'atmosphère des particules radioactives à la suite de chaque explosion atomique : ce que les savants nomment le « fall-out ». Bien que, jusqu'à présent, ces réunions aient seulement abouti à produire une somme d'affirmations scientifiques contradictoires quant aux effets des actuelles expériences atomiques, elles auront néanmoins eu comme résultat de faire connaître à de très larges couches l'existence de ce problème.

Dans ce cadre, le fait le plus important de ces derniers jours a été la rédaction d'une pétition signée par 2.000 savants américains réclamant un accord international pour mettre fin aux essais de bombes atomiques. Ce sont les professeurs Linus Pauling (Prix Nobel 1954, biochimiste) et Hermann J. Muller (Prix Nobel 1946, généticien). Voici le passage essentiel de cette pétition :

« Nous, savants américains dont les noms suivent, nous réclamons instamment qu'on aboutisse à un accord international mettant fin aux essais de bombes atomiques qui ont lieu actuellement.

« Chaque expérience de ce genre répand dans toutes les parties du globe des éléments radioactifs. Tout accroissement de la radioactivité nuit à la santé des êtres humains dans le monde entier et risque d'avoir de graves conséquences sur les générations futures, en provoquant une augmentation du nombre d'enfants anormaux des prochaines générations. »

L'importance de cette période réside dans la valeur scientifique de ses signataires et dans le fait qu'elle exprime clairement ce qu'un grand nombre d'Américains pensent confusément.

Les groupes les plus réactionnaires de la vie politique américaine ont d'ailleurs bien compris l'importance de cette pétition; aussi, l'ont-ils accueillie aux cris de « *Communisme* ». De son côté, la Sous-Commission de Sécurité intérieure du Sénat a immédiatement convoqué le professeur Pauling dans le cadre d'une enquête « *afin de déterminer si une organisation communiste n'est pas à l'origine de la campagne pour mettre fin aux expériences atomiques* ».

Les éléments intelligents et « responsables » du Gouvernement américain savent pourtant bien que les dangers des radiations dus à la radio-activité sont un sujet trop sérieux pour qu'on puisse les régler par le recours à la « chasse aux sorcières ».

Ne serait-ce que le caractère international des mises en garde à ce sujet suffit à rendre cette méthode inapplicable. Les « grandes » figures morales du monde capitaliste, Albert Schweitzer et le Pape par exemple, se sont clairement prononcées pour la fin des expériences atomiques. Les ultras de l'anticommunisme partout et toujours, ceux qu'on appelle ici « the lunatic fringe » (la frange lunatique) de la réaction n'hésitèrent pas à affirmer que Pie XII avait « été abusé par la propagande communiste ». Il est évident que Eisenhower ne pouvait pas songer à utiliser de tels arguments. Aussi, le gouvernement a dû défendre sa politique sur le terrain des faits, c'est-à-dire en acceptant la discussion que réclamaient ses adversaires.

LES « NECESSITES DE LA DEFENSE NATIONALE »

Les porte-parole de la « Commission de l'énergie atomique » ont justifié la poursuite des expériences par deux arguments : 1° Les prétendus dangers dus à la dispersion d'éléments radio-actifs seraient en fait pratiquement inexistants; 2° De toute façon ces expériences sont nécessaires à la « défense nationale ».

Il est clair que seul le second de ces arguments est pris au sérieux par ceux qui les formulent. Le débat « scientifique » sur l'étendue exacte des dangers dus à l'accroissement de la radio-activité n'est qu'un rideau de fumée destiné à tromper l'opinion publique et à freiner le développement d'un large mouvement d'opposition à la poursuite des expériences.

Comme le précise clairement la pétition du Professeur Pauling et des 2.000 savants, le danger qui naît des essais de bombes atomiques est double. D'une part, la santé de tous les êtres vivants est actuellement menacée; de l'autre, les générations futures sont également en péril du fait d'une altération des gènes.

Sur le danger qui menace les générations futures il n'y a pas de désaccord d'importance. Le gouvernement ne nie pas qu'il y ait un danger. La défense de la « Commission de l'énergie atomique » est en fait basée en grande partie sur un rapport de l'Académie Nationale des Sciences, daté de 1956, qui dit :

« Chacun est soumis à la radio-activité naturelle qui provoque un nombre inévitable de mutations spontanées.

« *Toute irradiation supplémentaire provoque de nouvelles mutations et est génétiquement nuisible.* »

En revanche, le gouvernement conteste certaines appréciations du danger actuel; mais il s'agit d'un problème dont les données complètes ne pourront être connues que dans plusieurs générations. La Commission doit reconnaître que le danger existe *dès maintenant;* et elle ne peut donc nier que ce danger *puisse* devenir catastrophique, si jamais les expériences se poursuivaient pendant une longue période.

Les gens sont naturellement plus préoccupés par une menace qui pèse sur leur propre santé et sur leur propre vie que par le sort de la troisième ou de la quatrième génération.

Aussi est-ce sur les effets immédiats des expériences atomiques que les savants « officiels » représentant la Commission ont fait porter leurs efforts. Ainsi, le Professeur Willard F. Libby déclara devant une commission du Congrès qui enquêtait sur les effets du « fall-out » que : « *la poursuite des expériences atomiques représentait un risque minime pour la santé de l'humanité* », et que la dispersion d'éléments radio-actifs n'avait pas de « *conséquences excessives* ».

En réponse à cette tentative officielle de minimiser le danger immédiat, le Professeur Walter Selove, président du Comité d'études sur la radio-activité de la Fédération des Scientifiques américains précisa que « *la quantité relativement petite de radio-activité supplémentaire dispersée à ce jour à la suite des expériences atomiques provoquerait quelque 50.000 cancers des os ou leucémies* ». De plus, le Professeur William F. Neumann, un biochimiste, affirma qu'à son avis, « *l'atmosphère de notre planète pouvait déjà contenir la quantité maximum tolérable de Strontium 90, le corps qui se trouve dans les os et qui peut provoquer le cancer ou la leucémie* ».

UNE ASTUCE

L'opposition entre les points de vue de Libby et de Selove paraît totale. Incontestablement, une série de gens vont se dire que, lorsque d'éminents savants se contredisent de pareille manière sur un problème aussi compliqué, les profanes ne peuvent pas avoir d'opinion. C'est là le but que recherche le gouvernement — et il le fait par une simple astuce. Car, sur le fond, le gouvernement n'a rien tenté pour réfuter les arguments de ceux des savants qui s'opposent aux expériences atomiques. En fait, il admet l'essentiel de leurs arguments !

Aucun porte-parole de la Commission de l'énergie atomique n'a prétendu que les effets des expériences étaient *absolument* sans danger. Ils se contentent d'utiliser des phrases comme celle de Libby : « *un risque minime* » ou « *pas de conséquences excessives* ». Quand Selove, de son côté, parle de 50.000 cas de leucémie ou de cancer provoqués par le « fall-out », il évalue la menace en chiffres *absolus*. Quand Libby parle d'un risque minime, il l'évalue en termes relatifs. Après tout, 50.000 victimes en regard de l'ensemble de la population du globe, cela ne donne qu'un pourcentage minime ! Le but du gouvernement est, à travers sa défense scientifique, de prouver à l'opinion publique que l'humanité ne court pas de « risques excessifs », lui faisant oublier par là que les « risques non excessifs » sont déjà suffisamment graves.

Un exemple significatif de l'attitude du gouvernement est le cas de Martin Bardoll, un garçon de sept ans qui mourut de leucémie l'année dernière. La famille Bardoll vivait près de Tonopah, non loin des zones du Nevada où ont lieu les explosions atomiques. Bien que l'on ne sache pas à quelle quantité de radio-activité Martin a été exposé pendant plusieurs années, puisque la Commission de l'énergie atomique ne s'est livrée à aucun contrôle des effets du « fall-out » dans le village de Tonopah; et bien que les médecins qui ont soigné Martin disent *qu'il se pourrait* que les radiations atomiques soient la cause de sa maladie, la Commission a affirmé que les expériences n'étaient pour rien dans la mort de Martin Bardoll, et a déclaré « *qu'aucune personne en dehors de la zone de danger n'avait jusqu'à maintenant eu à souffrir de conséquences de l'explosion* ».

Il est clair que le gouvernement des Etats-Unis se moque bien du danger atomique — sauf quand il provoque des protestations contre la poursuite des explosions expérimentales. Les essais sont supposés correspondre à des « *nécessités militaires* ». Le *Nex-York Times* résume franchement la position officielle : « *De toute façon le monde libre doit prendre le risque de s'exposer au danger des radiations pour éviter le danger bien plus grand d'une attaque nucléaire.* »

Naturellement le gouvernement des Etats-Unis n'est pas préoccupé par l'organisation de la « défense » contre une « attaque atomique » qui ne menace nullement. Ce qui l'intéresse, c'est le problème, mortellement sérieux pour lui, de parvenir à s'assurer une *supériorité* militaire à l'égard de la Russie afin d'obtenir la *victoire* au cours de la troisième guerre mondiale. A cette fin, le gouvernement américain est prêt à persévérer dans la poursuite des expériences atomiques, quelles que soient les conséquences. Sa position est d'ailleurs renforcée par l'attitude des maîtres du Kremlin, qui, en dépit de leurs proclamations au sujet de la fin des expériences, continuent à essayer leurs propres bombes, apportant ainsi leur contribution « socialiste » aux cas de cancer, de leucémie, aux mutations.

Mais les dirigeants américains ne peuvent rester indifférents à la vague montante de protestations contre la poursuite des essais atomiques, aux Etats-Unis, aussi bien que dans le monde entier. Il se peut que cette pression puisse, dans un futur proche, imposer la fin des expériences atomiques mais non celle des préparatifs de guerre impérialiste, dont ces expériences ne sont qu'une partie.

APRÈS MÉLOUZA

(SUITE DE LA 1re PAGE)

réveillés et rassemblés sur la place centrale. Femmes et enfants, hurlant de terreur, étaient enfermés dans les habitations. Le chef rebelle désigna 14 hommes qui furent entraînés vers un bosquet voisin. Là ils étaient abattus à la mitraillette, pieds et poings liés. »

Dans la vallée de la Soumman, plus de deux cents musulmans furent exterminés dans les mêmes conditions par des bandes se disant F.L.N.

Dans les autres régions des Kabylies, la liste des morts n'a cessé de s'allonger dans les mêmes conditions.

Le même processus d'attaque s'est déroulé tant de fois qu'on peut effectivement parler de « méthode ».

Le reportage d'"Action"

M. Mohamed Ben Smail, dans son reportage de l'hebdomadaire tunisien « Action », impute donc le massacre de Melouza à des harkas (1) usant de « méthodes fellaghas ». Une remarque dès lors est à faire, qui amène un certain nombre de réflexions.

Le premier mouvement des chefs du F.L.N. et de leurs amis a été en tout cas « de ne pas revendiquer » le crime de Melouza, (alors, par exemple, que les mêmes ont revendiqué l'assassinat de M. Chekkal). Qu'ils en impliquent l'origine ou la complicité aux forces françaises, ou que finalement les uns ou les autres laissent entendre que s'il y avait des responsabilités F.L.N., ils sauraient sévir, est assez secondaire. Le fait intéressant est qu'ils ne revendiquent pas le crime.

On est donc amené immédiatement à poser la question suivante : « Et Relizane, et Wagram, et la vallée de la Soummam, et les centaines de petites attaques effectuées selon les mêmes méthodes et par des groupes se référant toujours du F.L.N.; les chefs F.L.N. les revendiquent-ils ou ne les revendiquent-ils pas ? Tous ces groupes se disent F.L.N. au même titre que ceux de Melouza. Sont-ils F.L.N. ou ne le sont-ils pas ?

A supposer donc que des harkas de la région de Melouza aient commis le massacre de Kasbah, d'où viennent « leurs méthodes fellaghas » dont parle le rédacteur d' « Action » ? D'où viennent les « méthodes » des groupes se référant du F.L.N. qui ont commis des massacres collectifs d'hommes et de femmes désarmés ?

Si les chefs du F.L.N. et leurs amis désavouent ces méthodes, il leur faut aussi désavouer les directives « d'extermination » de tout ce qui n'est pas F.L.N. et de « soumission » par la force et la terreur au F.L.N.

Et en suivant ce raisonnement, on serait finalement amené à constater qu'au départ de toute formation de groupe de résistance algérien, il y a des hommes qui, tout simplement, veulent se battre pour l'indépendance. Nous citons à l'appui l'article de Jean-François Chauvel (dans *Le Monde* de ce soir, daté du 14 juin) sous le titre « *Au Sahara comme dans le Nord, F.L.N. et M.N.A. sont en lutte ouverte* » :

« Ces rivalités intéressent d'ailleurs beaucoup plus les leaders que les combattants eux-mêmes. Nombre d'entre ces derniers sont avant tout nationalistes; ils sont entrés dans la lutte pour l'indépendance de l'Algérie sans trop se soucier de l'appartenance politique des groupes dont ils font partie. Jusqu'au jour où ils tombent victimes eux aussi d'une lutte fratricide. L'exemple récent de Kasbah-Melouza est là pour le rappeler. »

Or ces différences d'appartenance politique recouvrent en fait les méthodes totalement différentes que sont amenés à suivre les « combattants » : l'une, celle des messalistes, « ménager et protéger les populations, ne s'attaquer qu'aux militaires »; l'autre, celle du F.L.N., « soumettre par la force, exterminer ce qui n'est pas F.L.N., à commencer par le M.N.A. ». La première de ces méthodes pouvant incontestablement aboutir à une conjoncture plus favorable à des négociations, à un cessez-le-feu et à une consultation libre et démocratique de la population. La seconde aboutissant fatalement ou à la guerre civile ou au totalitarisme. Il reste d'ailleurs à rechercher au profit de qui s'instaurerait ce totalitarisme.

(1) Troupes armées par les Français.

SOUSCRIVEZ, POUR QUE VIVE "LA VERITE"

Le premier Congrès de la Fédération de France de l'UNION DES SYNDICATS DES TRAVAILLEURS ALGERIENS se tiendra les 28, 29 et 30 juin à Paris. Dans notre prochain numéro, nous consacrerons une étude à cette très importante manifestation syndicale.

Il n'y a pas de Syndicats en *U.R.S.S*

Il a déjà été bien difficile, aux journalistes « *progressistes* » de présenter la reconversion actuelle de l'industrie de l'U.R.S.S. comme un acte démocratique délibéré de la part de la bureaucratie du Kremlin. Mais la tâche est devenue particulièrement ardue lorsqu'il s'est agi de démontrer que les syndicats soviétiques se démocratisent eux aussi. C'est pourtant à cette gymnastique périlleuse que Jacques Michel s'est attelé dans le dernier numéro de *France-Observateur*.

Pour lui, il n'y a aucun doute : si les dirigeants soviétiques collent le nom de syndicats à certaines organisations, celles-ci ne peuvent être autre chose que des syndicats, c'est-à-dire des organismes de défense des travailleurs. S'adressant à des lecteurs français, Jacques Michel crée ainsi une confusion, intentionnelle ou non, mais bien réelle, dans l'esprit des travailleurs qui pourraient le lire, en prenant à son compte la falsification stalinienne.

Pour Jacques Michel la chose est claire : il y a en U.R.S.S. des organisations syndicales, il y a même des comités d'entreprise élus par les ouvriers. Il peut alors écrire en toute tranquillité : « *Quant à la défense des intérêts ouvriers face à la direction des usines, rien de nouveau n'est prévu. Les droits existants des syndicats sont déjà suffisamment importants.* »

Une simple petite ombre au tableau néanmoins : « *Ce qui laissait fortement à désirer ces dernières années, c'est l'exercice de ces droits.* »

L'inconscience a cependant ses limites. Au delà, le lecteur de *France-Observateur* est en droit de poser la question : naïveté congénitale ou déformation intentionnelle de la vérité ?

Car enfin, pour que les syndicats soviétiques puissent se démocratiser faut-il encore qu'ils existent.

OR IL N'Y A PAS D'ORGANISATIONS SYNDICALES EN U.R.S.S. Il n'y a pas non plus, à plus forte raison, de « *Comités d'entreprises élus par les ouvriers* ».

Ce que l'aristocratie soviétique continue à appeler « *syndicats* » n'est pas autre chose que l'organisme de la bureaucratie chargé de la surveillance de l'ouvrier à l'usine. Les « syndicalistes », en U.R.S.S., ne sont rien d'autre que cette fraction spécialisée de la caste privilégiée chargée d'obtenir par tous les moyens, de l'ouvrier soviétique, le meilleur rendement possible, de maintenir la « *discipline socialiste* » à l'usine, c'est-à-dire la domination de la bureaucratie sur le prolétariat.

Est-il utile de rappeler à Jacques Michel que, du jour où Staline transforma les organisations syndicales en police industrielle de la bureaucratie triomphante, les ouvriers de l'U.R.S.S. ne purent que haïr les « *dirigeants syndicaux* » et leur appareil de contrainte ?

Jacques Michel est-il donc si oublieux ou si ignorant qu'il ne se souvienne pas des conditions épouvantables dans lesquelles la bureaucratie soviétique assura sa victoire sur les travailleurs de l'U.R.S.S. ? Peut-il ne pas savoir que toutes les mesures de coercition prises par l'aristocratie soviétique à l'encontre des ouvriers pour mieux les enchaîner à leur machine ou à leur établi, l'ont été non seulement avec l'accord mais encore avec l'approbation enthousiaste de l'appareil syndical, sinon sur son initiative : différenciation énorme des salaires, travail aux pièces, législation draconienne pour maintenir la « *discipline du travail* » ? Ce véritable calvaire des ouvriers soviétiques sous la domination de la bureaucratie sera écrit un jour comme une des pages les plus sombres de l'histoire du prolétariat mondial. Cette page, auront aussi contribué à l'écrire ceux qui auront aidé par leur « naïveté » la bureaucratie soviétique dans sa tâche contre-révolutionnaire.

Qu'il suffise aujourd'hui de rappeler à Jacques Michel, à titre de simple exemple, que c'est grâce aux « *droits importants des syndicats soviétiques* » sous l'ère stalinienne que toute absence injustifiée au travail à partir d'un simple retard de vingt minutes sans motif valable était considérée comme une infraction au code pénal, et passible de prison ou de travail correctif sur les lieux de travail. Jacques Michel ignore-t-il que ce travail correctif sur les lieux de travail comportait pour le condamné une rémunération inférieure et une discipline encore plus rigoureuse s'apparentant à la discipline pénitentiaire ? tout cela, avec l'approbation « enthousiaste » des « syndicats », bien entendu.

Depuis la mort de Staline, le rapport de force entre les masses soviétiques et la bureaucratie s'est modifié profondément en faveur des travailleurs et ne cesse de progresser chaque jour. La bureaucratie s'est vue obligée de jeter du lest. La législation anti-ouvrière la plus cruelle a été abandonnée par les dirigeants, non pas par un subit souci de « démocratisation », mais parce que les ouvriers se débarrassent eux-mêmes des contraintes les plus insupportables. La bureaucratie a bien été obligée de légitimer ces « *actes d'indiscipline* ». De la contrainte policière, elle voudrait bien passer à la neutralisation du mécontentement ouvrier par des méthodes plus « *libérales* » de gestion, mais sans abandonner pour autant la moindre parcelle de son pouvoir usurpé aux travailleurs.

Comment, dans ces conditions, la haine nourrie depuis longtemps par les ouvriers de l'U.R.S.S. contre l'appareil « *syndical* » pourrait-elle se relâcher ?

La lutte du prolétariat soviétique pour sa libération passera forcément par la destruction complète de l'appareil d'oppression de la bureaucratie à l'usine camouflé sous le nom usurpé d'organisation syndicale. Ce sera là l'acte véritablement démocratique qui mettra fin à toutes les illusions entretenues par les bonnes âmes sur les intentions démocratiques de la caste privilégiée du Kremlin.

E. BOIVIN.

D'IMPOTS NOUVEAUX

des dépôts et consignations, aux comptes courants postaux, aux caisses d'épargne, dans les banques, ont été considérables ces dernières années. Ils ont été utilisés pour le financement de l'économie. Sans le double effet de la hausse des prix, qui laissera moins de disponibilités, et de la recherche de placements « sûrs », ils tendront, tout au moins, à s'accroître beaucoup moins rapidement, sinon à se réduire. Et, sous peine de laisser tomber dans le marasme de multiples branches de l'activité économique, le financement de ces activités reviendra à l'Etat, comme pendant la période 1944-52. Les crédits bancaires se gonfleront, et ces crédits seront eux-mêmes le produit « d'avances » de la Banque de France à l'économie.

La restriction des importations est déjà en elle-même une cause de hausse de prix. A la longue, elle fera connaître les fameux « goulots d'étranglement » des années 44-48, et peut-être deviendra une cause de chômage. De toutes façons, dans l'immédiat, le financement de l'économie par la Banque de France gonflera la circulation monétaire, alors que les réserves de devises tendent vers zéro, et que le stock est entamé. Toutes ces causes s'ajouteront et accèleront la dépréciation du franc. Le cycle inflationniste reprendra toute sa force, sans que l'on puisse y prévoir de limite.

SERREZ-VOUS LA CEINTURE

Dans toutes les revues, hebdomadaires, journaux, nous lisons : « **La solution des problèmes économiques actuels réside dans la diminution de la consommation française, l'augmentation des exportations.** » Ce qui signifie qu'il faut tout d'abord réduire la consommation des masses populaires. Que près de 1.500 milliards de francs soient engloutis dans la guerre d'Algérie, le budget militaire; que des centaines de milliards de francs soient dépensés pour financer les betteraviers et quantités d'autres parasites, que d'autres centaines de milliards soient dépensés pour permettre aux colons d'exploiter plus « rationnellement » les colonies, cela n'a que peu d'importance. Selon eux, ce qu'il faut réduire, c'est la construction de logements, les dépenses pour l'enseignement, la consommation de fruits, de légumes, de viande, des masses populaires — pour pouvoir exporter davantage. Ainsi, espèrent-ils, les profits capitalistes seront garantis, mieux encore, au lieu d'être réalisés en mauvais francs, ils le seront en devises étrangères plus solides.

Ce raisonnement, outre son caractère scandaleux, n'est même pas valable. Il suppose un marché international à la disposition des capitalistes français.

UNE CLAIRE EXPRESSION DE DECADENCE ECONOMIQUE

En pleine période d'expansion économique en Europe, le développement des exportations françaises n'a été possible que grâce aux multiples subventions dont elles bénéficiaient. La situation économique en Europe, sans que l'on puisse parler de crise, n'est plus en période de plein essor comme pendant les années 53-56. L'Angleterre est confrontée avec des problèmes similaires, quoi que se posant avec moins d'acuité, que la France. L'Allemagne ne connaît pas le même genre de difficultés, mais elle a besoin, pour poursuivre son expansion économique, de marchés libres, pour exporter davantage.

L'accroissement des exportations françaises se heurte à la concurrence anglaise et allemande en Europe. Le simple fait que la France réduise par un quelconque moyen ses importations conduira ces pays à prendre des contre-mesures. Or, dans cette lutte, quelles sont les armes dont dispose le capitalisme français ?

Dans « La Nef », de juin 57 (revue de Mme Edgar Faure), Emmanuel Germains écrit :

« **Pour résumer la situation : en 1956, les produits bruts ont représentés environ 60 % de nos exportations et les produits finis 28 %. Cette répartition n'est pas digne d'un pays industriel, elle est l'indice d'une situation malsaine (en Allemagne ou en Grande-Bretagne, la part qui revient aux produits finis est deux fois plus importante).**

« **... Le commerce international des produits énergétiques et matières premières est beaucoup plus sensible aux changements de rythme de production que les produits fabriqués, et surtout les biens d'équipement... sauf cas particuliers... les premiers sont foncièrement interchangeables, la personnalité de l'exportateur importe peu... il en va tout autrement pour les produits fabriqués et surtout pour les biens d'équipement.** »

Il ajoute : « **Il est important de connaître vers qui l'on exporte, car ici se pose le problème des devises... A partir du moment où elles sont inconvertibles, les devises gagnées dans un pays ne peuvent servir que dans ce même pays, sauf s'il existe un accord analogue à celui de l'Union européenne de paiements, ou s'il s'agit de « devises fortes.** »

On ne saurait dire plus clairement que le marché international n'est pas à la disposition de la France, mais qu'au contraire, dans une lutte économique quelque peu prononcée, la France est battue d'avance.

GAGNER QUELQUES MOIS

En fait, il semble bien que le gouvernement s'orientera à la petite semaine, en utilisant un peu de toutes les méthodes : restreindre partiellement les importations, laisser se développer un certain chômage par certaines restrictions de crédits, tenter d'appliquer une inflation « contrôlée » et, surtout, essayer de grapillonner ici et là quelques centaines de millions de dollars : un peu à l'U.E.P., un peu dans les banques américaines, un petit crédit allemand. Cela ne va pas loin ? Certes ! A la rentrée d'octobre, on verra bien.

En attendant, la guerre d'Afrique se poursuivra, les prix augmenteront, la situation économique continuera à se dégrader en profondeur ! Qu'importe, si à ce prix ces gens-là gagnent quelques mois ?

Le mouvement ouvrier ne saurait s'adapter à cette politique. S'adapter, cela consiste à réclamer une augmentation minime du S.M.I.G., alors que les prix ont déjà augmenté considérablement, qu'ils vont augmenter beaucoup plus encore dans les mois à venir. S'adapter, c'est ne pas revendiquer une véritable échelle mobile des salaires basée sur le contrôle des prix par les travailleurs eux-mêmes. S'adapter, c'est proposer de soi-disant réformes de « structure » qui laissent intact le régime capitaliste. S'adapter, c'est laisser l'impérialisme français tenter de résoudre à sa manière la question algérienne, continuer à dépenser des milliers de milliards pour maintenir debout son appareil de répression militaire et policier. S'adapter, c'est enfin refuser de mobiliser les travailleurs contre le régime.

Lorsque les militants ouvriers révolutionnaires propagent la revendication d'une **augmentation égale pour tous de 10.000 francs par mois**, non seulement ils luttent pour une augmentation substantielle immédiate des salaires, mais ils mettent en avant une revendication qui peut unir dans une lutte générale tous les travailleurs. Ce faisant, ils ouvrent la voie à une grande bataille de classe, qui donnera les moyens aux travailleurs de réaliser un programme d'expropriation de la bourgeoisie, et de refonte totale de l'économie.

STEPHANE JUST.

Numérisation CERMTRI

SUR LE FRONT OUVRIER

Au congrès de la C.G.T. :

Ce qu'omet un rapport fleuve

AU moment où nous écrivons, le 31e Congrès de la C.G.T. a commencé ses travaux avec le rapport de Benoit Frachon. Le secrétaire général a dit beaucoup de choses dans son exposé-fleuve, mais il a, en fait, omis de répondre aux problèmes essentiels.

Par exemple, Frachon a discouru à perdre haleine sur la démocratie syndicale, mais il a oublié d'indiquer que la quasi-totalité des sections syndicales de base n'ont jamais ni discuté des rapports, ni désigné démocratiquement leurs délégués au Congrès. Qui plus est, il est même arrivé que l'assemblée générale de la section (si l'on peut dire, quand celle-ci ne réunit que quelques syndiqués) se tenait avec l'ordre du jour suivant : Compte rendu du Congrès du syndicat qui a discuté de la préparation du Congrès confédéral. Ajoutons que les délégués du dit Congrès n'avaient jamais été mandatés par les syndiqués.

« Nous sommes l'organisation syndicale où se sont déroulés et où se déroulent les plus longues discussions », a dit Frachon. Tu parles !

La technique de Frachon est simple. Il vide les plus justes formules de tout contenu réel et ensuite joue sur les mots, avec la fausse bonhommie qui le caractérise.

Il affirme, à juste titre, que le problème essentiel c'est le programme. Bien. Il propose une revendication : 146 francs de l'heure, soit vingt francs d'augmentation horaire et le minimum vital à 29.200 francs par mois. Sa revendication « révolutionnaire », « lutte de classe », etc. (Frachon n'est pas, lui, un pâle réformiste comme Bothereau) de 29.200 francs est calculée sur la base de 48 heures par semaine, soit 200 heures par mois... Ainsi, non seulement Frachon admet la violation des 40 heures en cinq jours, mais encore il fait cadeau aux patrons de la majoration des heures supplémentaires ! Après cela, il parlera également de la nécessité de se battre pour les 40 heures. Le secrétaire général de la C.G.T. est un réaliste. En 1957, son programme est adapté aux possibilités du régime capitaliste, il ne va jamais au delà; la même chose valait de tous les programmes antérieurs qu'il a proposés à l'époque où il était le ferme partisan du « Produire d'abord ! » (appellation 1945 de la politique de productivité et d'austérité qu'il dénonce allègrement, aujourd'hui, en paroles).

Frachon glisse sur la hiérarchie. Ses revendications doivent-elles ou non se répercuter sur la hiérarchie ? En fait, la revendication de la C.G.T. est conforme à toute la politique patronale et gouvernementale qui vise (et y a réussi) à rétablir le pouvoir d'achat des hauts cadres de l'Industrie, du Commerce et de l'Etat au niveau de 1938, en laissant celui des travailleurs autour de 50 % de ce niveau. C'est ainsi que ceux-ci paient le prix d'abord de la reconstruction de l'appareil productif de la bourgeoisie en 1945, puis de la guerre d'Indochine, et enfin de la guerre d'Algérie !

Plusieurs dizaines de milliers de francs au sommet, mille ou deux mille francs à la base. (Car les 4.000 francs revendiqués représentent un maximum : Frachon négociera une de ces « victoires » dont il a le secret, en acceptant de diminuer ses prétentions.) Il y aurait également bien d'autres observations à faire sur ce programme qui, bien équilibré pour plaire à la bourgeoisie, évite volontairement à peu près tous les problèmes posés aux travailleurs. Par exemple : indépendamment de la suppression des salaires, l'important écart qui existe entre des travailleurs d'une même qualification professionnelle dans à peu près toutes les usines, également entre la province et Paris. C'est pour rétablir la parité avec les métallos parisiens que les métallos de Saint-Nazaire et de Nantes ont engagé les combats de 1955. Or, ni le projet de programme ni Frachon ne mentionnent la plus élémentaire des revendications : un seul salaire par qualification.

Tout le programme est entaché du réformisme le plus plat, d'un réformisme adapté aux conditions du capitalisme français décrépi et contre lequel la direction de la C.G.T. se refuse d'engager le combat révolutionnaire.

Le rapport de Frachon est étrangement muet sur les formes d'action à employer. S'il parle des grèves de Saint-Nazaire et Nantes en 1955, il oublie d'indiquer que le secrétaire de l'U.D. de la Loire-Inférieure, Rousselot, appliquant à la lettre les directives du Bureau confédéral de la C.G.T., a tout fait pour freiner le développement de l'action. Il aurait pu rappeler ses calomnies contre les travailleurs nantais en se solidarisant en pleine grève avec un tract du P.C.F. dans lequel il était écrit « Comme à Saint-Nazaire, des provocateurs trotskystes attaquent les armureries ». Pour Rousselot-Frachon comme pour le P.C.F., les responsables de la mort d'un jeune ouvrier, ce n'était pas les C.R.S., c'était les trotskystes qui appelaient à la grève générale et aux manifestations de masse pour les 40 francs uniformes ! Frachon n'a rien dit à ce sujet, non plus sur les grèves tournantes qui sciemment échelonnées par la C.G.T., amenaient la Fédération des Cheminots C.G.T., en 1955, à attendre la rentrée des grévistes du métro pour appeler au débrayage. Les grévistes du métro eux-mêmes, les dirigeants C.G.T. s'efforçaient de les cloisonner dans les dépôts, tout en ayant attendu l'épuisement de la grève générale de Nantes pour laisser démarrer le mouvement. Et ainsi de suite...

Le silence était préférable et on le comprend. C'est néanmoins sur les problèmes de l'unité et de la démocratie syndicale que Frachon amuse le plus cyniquement les syndiqués. Il déclare sans rire : « Il s'agit d'assurer à chacun la liberté d'exprimer son opinion et de la défendre, les statuts de la C.G.T. garanpectée ! » Les innombrables militants exclus pour délit d'opinion sont là pour tissent cette liberté et je pense que dans la pratique, cette liberté a été resattester de ce « respect ». Ou encore : pour justifier son opposition à la renaissance des tendances Frachon affirme le plus sérieusement du monde que la C.G.T. lutte pour « une organisation syndicale unique, démocratique et sans parti ».

En pratique, cela revient à n'autoriser que la seule constitution de la tendance (fraction) stalinienne qui, par le jeu du mouvement bureaucratique s'assure un contrôle absolu de l'appareil de la C.G.T. à tous les échelons et dans tous les domaines.

Même l'abondance des succès de l'organisation revendiqués par le secrétaire général pour la C.G.T., dans son discours-fleuve ne peut changer ce fait. La C.G.T. devient chaque jour davantage une organisation sans vie, sans aucune participation de la base à l'activité syndicale, sans assemblée générale, sans congrès démocratique, en un mot un squelette — ceci malgré le maintien de son assiette « électorale ».

Pierre LAMBERT.

Fonction publique :

De l'inaction à l'Unité Syndicale ?

TROIS secrétaires d'importantes organisations syndicales de tendances différentes viennent de signer un appel en faveur de la construction d'une « Centrale Syndicale Unique et Démocratique ». Ce n'est pas par hasard si ces trois responsables sont tous des dirigeants de la Fonction Publique (**Lapeyre**, Travaux publics et transports F.O. ; **Forestier**, Syndicat National des Instituteurs autonomes ; **Pastré**, Syndicat Pénitenciaire C. G. T.), secteur où l'absence de Front unique face à l'Etat, les oppositions — nées de la dépendance de diverses directions à l'égard de la S.F.I.O. ou du P.C.F. — ont réduit les travailleurs à des niveaux de rétribution dérisoires. Nous reviendrons sur cet appel à la construction d'une C.G.T démocratique.

Ce document des Fédéraux, quoique venant bien tardivement et bien longtemps après que des efforts de ce genre aient été conduits, avec persévérance, par les militants unitaires et notamment ceux éditant « L'Unité Syndicale », n'en est pas moins positifs. Ces responsables « Fédéraux » ont aujourd'hui une très importante occasion de lever les doutes que leur long silence pouvait laisser planer sur le caractère de leur appel dans l'esprit des travailleurs de la Fonction Publique... et des autres. Qu'ils œuvrent avec énergie, publiquement (en s'appuyant sur cette opinion démocratique qu'ils prétendent vouloir susciter dans les Syndicats) pour que toute la Fonction Publique pose ses revendications « unitaires » et engage « son combat » unitaire par-dessus les étroites bases catégoristes dans lesquelles les bureaucrates syndicaux continuent de vouloir l'enfermer et la stériliser.

R. ARTAUD.

DUCLOS

(SUITE DE LA 1re PAGE

tenir. Et Duclos vole au secours de Bourgès, comme il volait au secours de Mollet, comme il volait au secours d'Edgar Faure, chaque fois que ceux-ci avaient besoin des votes des députés staliniens.

Rien d'étonnant d'ailleurs au fond. Dans tout le pays l'appareil stalinien est mobilisé pour empêcher l'action unie des masses pour une véritable revalorisation des salaires et la paix en Algérie, pour la diviser par l'émiettement des revendications, pour l'épuiser en grèves tournantes. Au Parlement, les députés P.C.F. sauvent le Gouvernement Bourgès qu'ils prétendent combattre. C'est la même politique. C'est ce que comprennent, de plus en plus nombreux, les travailleurs qui se détournent des bureaucrates staliniens et recherchent les voies de la construction d'un nouveau parti ouvrier, d'un parti de classe, d'un parti démocratique, exécutant fidèle de la volonté des travailleurs, indépendant de tous les états et de tous les bureaucrates.

RECTIFICATIF...

L'HUMANITE » de vendredi dernier 14 juin donnait une information dans la rubrique « Luttes et succès » selon laquelle les travailleurs de chez Genève à Ivry, le jeudi 13 juin, **avaient effectué un débrayage de deux heures pour demander une augmentation de salaire de 15 francs et une prime de vacances de 5.000 francs.**

Cette information était d'autant plus surprenante que les travailleurs

— **n'avaient jamais débrayé,**

— **n'avaient jamais revendiqué 15 francs d'augmentation de l'heure,**

— **venaient de recevoir une prime de 6.300 francs pour les vacances.**

Quelques ouvriers, à qui il avait été fait part de cette « information », s'en indignèrent. L'un d'eux alla trouver le délégué pour le lui dire. Le délégué dit que c'était une erreur, qu'il ne s'agissait pas des Etablissements Genève mais Chauvin, et qu'un rectificatif serait publié.

Le samedi, pas de rectificatif.

Le lundi, pas de rectificatif.

Mais ce même lundi, dans la rubrique « Luttes et succès », une brève information disant que les ouvriers de chez Chauvin avaient, le jeudi 13 juin, débrayé pour 15 francs d'augmentation de l'heure et 5.000 francs de prime de vacances.

Le lecteur de « l'Humanité » ne saura pas que les travailleurs de chez Genève n'ont pas débrayé. Mais, il croira que les travaillers de chez Chanvin ont débrayé comme les travailleurs de chez Genève.

Il ne saura pas la vérité, car la vérité sur Genève est que les travailleurs de cet établissement, sur proposition d'un ouvrier trotskyste, ont adopté à l'unanimité deux revendications particulièrement importantes :

— **Le minimum vital à 45.000 fr. par mois.**

— **UNE AUGMENTATION EGALE POUR TOUS DE 10.000 FR. PAR MOIS.**

Cette information-là n'est pas parue dans « l'Humanité », parce que les staliniens sont pour le minimum vital à 29.000 fr. par mois et pour des augmentations hiérarchisées.

La fausse nouvelle, puis l'information sur les Etablissements Chanvin, enfin l'oubli d'un rectificatif font d'une pierre deux coups.

D'une part, ils laissent supposer que les travailleurs de chez Genève suivent les staliniens sur leurs mots d'ordre rectificatifs.

D'autre part, ils tentent de dissiper ce que les bureaucrates doivent considérer comme un malentendu, à savoir que, dans cette bonne ville d'Ivry, gérée depuis des années par Marrane, il est une entreprise, où il n'existe que le seul syndicat C.G.T., qui s'est prononcée pour des revendications que la C.G.T. condamne.

Au moment précisément où se tient à Ivry le XXXIe Congrès de la C.G.T., Congrès qui ne manquera pas d'adopter comme mots d'ordre revendicatifs les 29.000 fr. par mois et les augmentations hiérarchisées.

CORRESPONDANT IVRY.

LA VÉRITÉ C. I. T.

Dix mille francs Égaux pour Tous

LE jeudi 6, débrayage à la C.I.T. pour le paiement de tous les jours fériés. Débrayage suivi par la majorité du personnel qui s'est retrouvé pendant plus d'une demi-heure dans la cour sous les fenêtres de la Direction.

Face à cette action, la Direction peureuse s'était barricadée; impossible de pénétrer dans le bâtiment administratif : portes fermées à clef et barricadées par de solides barres de fer. Le souvenir des événements de Dunkerque et de Saint-Nazaire où la colère ouvrière se manifesta violemment est encore présent à la mémoire des patrons et explique toutes ces précautions.

Mais malgré tout aucune délégation ne fut reçue par la Direction, seuls les délégués, sur le soir, furent admis pour recevoir un NON catégorique de la Direction. Et maintenant qu'allons-nous faire ?

Recommencer pour recevoir toujours un refus ? La Direction ne lâchera que si elle se sent contrainte. Tout le personnel dans la cour ne l'a pas contrainte, alors il faut faire mieux maintenant. Une action, pour être efficace, doit être préparée. Il n'y a pas besoin de longs discours, ni de pétitions pour faire comprendre aux travailleurs ce qu'ils veulent; les travailleurs savent que c'est eux seuls qui peuvent arracher leurs revendications au patron. C'est donc sur eux seuls qu'ils doivent compter pour mener la lutte. Dans chaque atelier dans chaque bureau, tirons les conclusions de la grève de jeudi, prévoyons une prochaine action, organisons-nous démocratiquement, assurons la liaison avec les autres ateliers et bureaux et *tous ensemble montons en délégation à la Direction.*

Au début de l'année, divers ateliers, les maquettes Emeriau, les régleuses de relais, les contrôleurs ont obtenu, à la suite de débrayages, des augmentations partielles et des revendications particulières telles que la diminution des cadences.

Aujourd'hui, avoir tous les jours fériés payés, c'est la revendication commune à tous les horaires. Avoir une augmentation égale pour tous de 10.000 *francs par mois* est la revendication commune de tout le personnel. C'est donc tous ensemble que nous devons engager la lutte sous notre propre contrôle.

Le débrayage de jeudi dernier ne doit pas être « une demi-heure perdue ». Il doit être le point de départ de notre lutte pour le paiement de tous les jours fériés et pour une augmentation uniforme de 10.000 francs par mois pour tous.

ACHETEZ TOUS VOS LIVRES AU SERVICE DE LIBRAIRIE DE LA S.P.E.L.

Expédition franco de port à partir de 1.000 francs

Contre la répression souscrivez !

Jusqu'au 15 juillet l'ancien tarif des abonnements est maintenu

Bibliothèques

Les gardiens-magasiniers des Bibliothèques Nationales et Universitaires de Paris, en grèves « tournantes » et « surprises » depuis six mois avaient décidé à la quasi unanimité (une dizaine de voix s'étant comptées contre ou abstenues) de poursuivre la grève lorsque est tombé le gouvernement. Les propositions dérisoires de la Direction des Bibliothèques de France, pas plus que les menaces de retenues de salaires, pas plus que les injures de certains conservateurs réactionnaires, pas plus que les pressions antisyndicales de la Direction, ne les ont fait reculer. Nous reparlerons de la signification de ces luttes et du caractère de la répression « jésuitique » dont elles ont été l'objet de la part des hauts fonctionnaires de la B.N. et de la Direction des Bibliothèques au Ministère des Arts et des Lettres.

Le PROCÈS du TROTSKYSME

NOUS poursuivons dans ce numéro le compte rendu du procès en atteinte à la sûreté de l'Etat intenté, en vertu de l'article 80 du Code pénal, à P. Lambert, D. Renard, G. Bloch et S. Just pour les articles publiés par « La Vérité » contre la guerre d'Algérie du 1er novembre 1954 au 31 décembre 1955. Le début de ce compte rendu a paru dans le n° 462 de « La Vérité ». Le procès s'est plaidé le 7 juin devant la 11e Chambre de la Cour d'Appel. Le jugement sera rendu le 26 juin.

Après les plaidoiries de Me JOUFFA et de Me DECHEZELLES, le président TESNIERE demande aux prévenus s'ils désirent ajouter quelque chose pour leur défense. Ceux-ci font alors les déclarations qu'on va lire.

Déclaration de Pierre LAMBERT

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,
MESSIEURS,

Il m'a semblé que le réquisitoire de M. l'avocat général donnait l'impression que je tente d'esquiver mes responsabilités. Je crois avoir été très clair dans la déclaration que j'ai faite au début de l'audience. Je voudrais préciser que le pseudonyme de Lambert est le mien depuis l'occupation, à une époque où, illégal, il m'était impossible d'échapper à la police autrement que sous une fausse identité. Depuis, je n'ai jamais caché que Boussel et Lambert ne faisaient qu'un.

(Le Président précise que c'est bien ce que la Cour avait compris.)

Je désirerais reprendre quelques points du réquisitoire.

M. l'avocat général fait une distinction entre l' « information », légitime, et la « propagande », à ses yeux délictueuse — entre la controverse théorique, respectable, et la propagande. Je suis marxiste, et, pour un marxiste, la théorie et la pratique sont intimement liées. « La théorie est un guide pour l'action », suivant l'expression de Lénine.

Dans ma déjà assez longue vie politique, j'ai acquis une certaine philosophie. J'ai constaté que des dirigeants politiques peuvent affirmer, en paroles, n'importe quelles positions, et même écrire, à un moment donné, des articles dénonçant la guerre d'Algérie. Ils ne sont pas poursuivis. Nos avocats ont parfaitement montré, avec des citations à l'appui, que des personnalités politiques responsables ont pu s'opposer à la politique de guerre en Algérie, à la même époque où nous écrivions les articles qui font l'objet de ce procès.

Je ne me réfugierai pas derrière des déclarations « éminentes », mais je relèverai simplement que, lorsque Me Dechézelles lit un article violemment anti-colonialiste signé Georges Clemenceau, M. l'avocat général souligne que « ensuite, Clemenceau s'était bien racheté ». Si nous donnions l'impression, nous, trotskystes, que nous « changerons », il n'y aurait donc plus de poursuites contre nous. J'en suis parfaitement convaincu.

Si je comprends bien l'accusation, *La Vérité* fait de la propagande en publiant des communiqués du M.N.A., la plupart des autres journaux, quotidiens et hebdomadaires de toutes tendances, font de l'information en accordant la plus large place aux communiqués et déclarations du F.L.N., et en tronquant ou en passant sous silence le M.N.A.

Monsieur le Président, je voudrais prendre un dernier exemple : le tout récent massacre de Melouza.

La presse a publié des extraits d'un tract du M.N.A. condamnant le massacre en omettant soigneusement toute une série de passages, ce qui en dénature le sens dans une large mesure. Notre devoir n'est-il pas de rétablir la vérité ? N'est-il pas de publier intégralement ce tract ? Est-ce de la propagande ? Est-ce de l'information objective ?

Afin de montrer le caractère délictueux de nos articles, M. l'avocat général en a lu toute une série de passages. En particulier dans *La Vérité* en date du 2 septembre 1956 (n° 370), que j'ai ici, ce passage de la déclaration du B.P. du P.C.I.

« *Dans la métropole, comme dans les colonies, de Philippeville à Saint-Nazaire, de Khenifra à Nantes, les opprimés mènent un même combat contre le même ennemi.* »

Ce numéro de *La Vérité* est consacré largement à la grève des ouvriers de Nantes, au cours de laquelle 20.000 grévistes manifestèrent pacifiquement pour leur légitime revendication : 40 francs de l'heure d'augmentation pour tous. Ils furent l'objet d'une agression de la part des C.R.S.; un jeune manifestant de 19 ans, Jean Rigollet, a perdu la vie de ce fait. J'étais à Nantes à cette époque, et mes amis, dirigeants de cette grève, m'ont indiqué qu'à une délégation syndicale qui s'était rendue à Paris, le Président du Conseil de l'époque, M. Edgar-Faure, aurait déclaré : « *Mais vous rendez-vous compte de ce que vous faites ? Vous m'obligez à concentrer à Nantes les 10.000 C.R.S. dont j'ai le plus urgent besoin en Algérie !* »

Cette déclaration n'éclaire-t-elle pas tout le problème ? Les ouvriers français, en lutte pour une revendication légitime, les 40 francs de l'heure, ne voient-ils pas se dresser contre eux les mêmes C.R.S. dont on a le plus urgent besoin en Algérie pour la répression ?

De même, il est vrai, nous avons appelé les travailleurs à manifester leur volonté de paix. Mais, le 6 février 1956, d'autres ont appelé à manifester contre l'autorité gouvernementale. Je sais que quelques manifestants, sur lesquels on avait même trouvé des armes à feu, ont été condamnés à Alger à 6 jours de prison avec sursis et relaxés en appel. Il est vrai que les manifestations du 6 février visaient à infléchir la politique gouvernementale vers la guerre, alors que nous appelions à manifester pour infléchir cette politique vers la paix. Mais il ne peut y avoir deux poids, deux mesures. Ce qui est licite à Alger ne peut être illicite à Paris. Sinon, ce sont tous les principes de la démocratie qui sont remis en question.

Monsieur le Président, Messieurs, je terminerai en remerciant tous les témoins qui sont venus nous apporter leur sympathie, même quand ils ne partageaient pas nos positions politiques, leur qualité démontre que nous sommes dans la bonne voie. Je sais qu'aujourd'hui encore nous représentons une petite organisation, mais dans l'expérience des luttes, et dans l'étude des grands mouvements historiques, j'ai appris que, si une politique est conforme aux besoins de l'humanité, elle trouve toujours la voie des masses, qui, en s'emparant à leur manière de la théorie, font avancer l'histoire. La vérité de notre politique, la vérité du trotskysme est si incontestable, il répond si impérieusement aux aspirations de paix, de démocratie, et de liberté qui animent les peuples qu'il deviendra la vérité de notre époque.

Déclaration de Daniel RENARD

JE suis inculpé d'atteinte à la sûreté extérieure de l'Etat, en vertu de l'article 80 du Code pénal. C'est-à-dire que le Ministère Public m'accuse « d'avoir entrepris par quelque moyen que ce soit de porter atteinte à l'intégrité du territoire français ou de soustraire à l'autorité de la France une partie des territoires sur lesquels cette autorité s'exerce ».

Or, je voudrais soumettre à l'appréciation de la Cour un document important relatif à cette question.

Il s'agit du pacte franco-laotien, plus exactement du traité d'amitié et d'association entre la République française et le royaume du Laos signé à Paris le 22 octobre 1953 entre M. Vincent Auriol, Président de la République Française, et le roi du Laos.

Avant de citer quelques passages du discours prononcé par le Président de la République, je voudrais rappeler que, avant la signature de ce traité, le Laos faisait partie intégrante de l'Union Française, avait des représentants au sein de l'Assemblée de l'Union, et était considéré comme un territoire sur lequel s'exerçait l'autorité de la France.

Dans l'allocution qu'il prononça à la cérémonie de la signature du traité franco-laotien, M. Vincent Auriol déclarait : « Par la signature de la convention franco-laotienne, nous venons de consacrer, après de libres débats entre votre Gouvernement et celui de la République, votre totale souveraineté, notre libre association, notre commun attachement à l'Union Française... » et, plus loin, il ajoutait : « Ceux-là mêmes qui, par légèreté, esprit de surenchère, et ingratitude, méconnaissent la France et l'Union Française reçoivent le démenti des faits; car non seulement l'Union Française n'est pas un obstacle à l'indépendance nationale, mais elle a pour but de la garantir et de la défendre. »

Ainsi, M. Auriol, Président de la République et, à ce titre, plus haut magistrat de France et gardien de la Constitution, proclamait-il hautement le droit à l'indépendance, affirmant que la Constitution n'avait d'autre but que de « garantir et de défendre » l'indépendance nationale des peuples colonisés.

Mais, il y a plus. Dans le journal « France-soir » daté du 6 juillet 1956, M. Auriol, redevenu simple citoyen, écrivait : « On a déjà laissé passer l'heure dans nos relations avec nos Etats Associés d'Indochine, alors que le Haut-Conseil évoluait vers un organisme de libre coopération entre les Etats égaux et souverains semblable à celui du Commonwealth, que son Secrétariat Général était à base paritaire et que se tenaient des conférences périodiques, des Tables Rondes tendant à organiser dans l'esprit du préambule de la Constitution et en marge du Titre 8, une étroite coopération d'Etats libres et égaux en droit et en fait. Mais qui s'y intéressa alors, tant dans la presse qu'au Parlement ? Qui le sait aujourd'hui ? Qui connait l'entorse que fit à la lettre constitutionnelle le traité franco-laotien de 1953 ? »

Ainsi M. Auriol reconnaissait, trois ans plus tard, que le traité franco-laotien avait été une entorse à la lettre de la Constitution, mais allait pleinement dans le sens du préambule de la dite Constitution.

Je laisse à la Cour le soin d'apprécier la portée d'un tel document et d'un tel témoignage, ajoutant qu'à ce que je sache, M. Auriol, Président de la République ou simple citoyen, ne fut jamais l'objet de poursuites en vertu de l'article 80.

Je voudrais maintenant attirer l'attention de la Cour sur le caractère du réquisitoire prononcé par M. l'Avocat général. A l'entendre, les trotskistes que nous sommes n'auraient fait, dans leurs articles, que proférer des appels au meurtre, à l'assassinat et à la guerre.

Or, c'est de tout le contraire qu'il s'agit. M. l'Avocat général a fait un certain nombre de citations d'articles justifiant la poursuite. Il est regrettable qu'il n'ait pas fait état d'articles qui, écrits voilà près de deux ans, prennent, à la lettre, un caractère tout à fait prophétique. Dans la résolution du Bureau Politique de mon Parti, parue dans le journal « La Vérité » daté du 2 septembre 1955, résolution à laquelle M. l'Avocat général accorda une grande attention, nous pouvons lire : « Dix ans après les débats de la sale guerre d'Indochine qui coûta des centaines de milliards, le gouffre béant de la guerre s'ouvre à nouveau pour engloutir hommes et argent dans des proportions jamais atteintes depuis la fin du grand massacre mondial de 1939-1945. »

« La loi de la guerre est inexorable. La machine répressive a sa propre logique... » et plus loin : « Pour le Maroc, aucune argutie juridique ne fera de la question du trône une question subsidiaire. Le retour du Sultan Sidi Mohamed Ben Youssef est un impératif catégorique, car telle est la volonté du peuple marocain. »

Et nous pourrions reprendre ainsi l'ensemble des articles incriminés. Dans chacun d'entre eux, nous y retrouverions le même souci, la même préoccupation : dénonciation de la guerre, obtention de la paix. Or, M. l'Avocat général, dans son réquisitoire, a parlé de « mauvais patriotes ». Si vouloir la paix en Algérie, et vouloir arrêter la guerre c'est être « mauvais patriote », alors, je le déclare devant la Cour : je suis un mauvais patriote.

AU PROCHAIN NUMERO, LES DECLARATIONS de G. BLOCH et S. JUST